

# LA RÉVISION PACIFISTE DES MANUELS SCOLAIRES

## Les enjeux de la mémoire de la guerre 14-18 dans l'enseignement belge de l'Entre-deux-guerres

CHRISTOPHE BECHET \*

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS CRÉÉE DANS L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE AMORCE UN VASTE MOUVEMENT DE COLLABORATION INTERNATIONALE, QUI NE SE LIMITE PAS À LA SEULE COLLABORATION POLITIQUE MAIS QUI EMBRASSE DE NOMBREUSES SPHÈRES DE LA VIE PUBLIQUE DES ÉTATS. L'ÉDUCATION N'ÉCHAPPE PAS À LA RÈGLE. SI LA GUERRE 14-18 A PU AVOIR LIEU, RÉPÊTE-T-ON DANS CERTAINS CERCLES, C'EST AUSSI LA FAUTE AUX INSTITUTEURS CHAUVINS ET AUX MANUELS, QUI ONT ENDOCTRINÉ PLUSIEURS GÉNÉRATIONS DE SOLDATS PARTANT LA FLEUR AU FUSIL. OUTRE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE DÉPENDANT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, UN GRAND NOMBRE D'ASSOCIATIONS PACIFISTES PRIVÉES S'ENGAGENT DÉSORMAIS DANS LA PROMOTION D'UNE "ÉDUCATION INTERNATIONALE". UNE PARTIE IMPORTANTE DE LEUR ACTION EST CONSACRÉE À LA RÉVISION DES MANUELS SCOLAIRES CONTENANT DES PASSAGES NUISIBLES À LA COMPRÉHENSION MUTUELLE DES PEUPLES<sup>1</sup>. À TRAVERS CET ARTICLE, NOUS CHERCHERONS DANS UN PREMIER TEMPS À METTRE EN ÉVIDENCE L'ACTION DU GOUVERNEMENT BELGE EN LA MATIÈRE : LA BELGIQUE SE CONFORME-T-ELLE ALORS AUX DIRECTIVES DE LA SDN ET, SI OUI, DANS QUEL ESPRIT ? DANS UN SECOND TEMPS, NOUS CHERCHERONS À MONTRER LES DIFFICULTÉS QUE LE MOUVEMENT DE DÉMOBILISATION DES ESPRITS RENCONTRE À L'ÉPOQUE SUR LE TERRAIN BELGE POUR CE QUI A TRAIT À LA RÉVISION DU DISCOURS VÉHICULÉ PAR LES LIVRES DE LECTURE ET LES MANUELS D'HISTOIRE CONCERNANT LA GUERRE 14-18.

La politique gouvernementale belge sera essentiellement évoquée à l'aide des circulaires émanant du ministère en charge de l'enseignement<sup>2</sup>. Les difficultés soulevées et/ou rencontrées par le mouvement pacifiste dans la révision des manuels scolaires belges seront présentées à l'aide de trois études de cas que nous avons jugées représentatives :

- Les résultats et les conséquences en Belgique de l'enquête sur les livres scolaires menée après la guerre dans toute l'Europe par la dotation Carnegie pour la paix internationale.
- La procédure de révision d'un manuel d'histoire engagée en Belgique suite à la plainte d'une association allemande affiliée à la Société des Nations.
- La réaction du Comité national belge des sciences historiques vis-à-vis de la vogue pacifiste dans l'enseignement de l'histoire.

Les difficultés inhérentes à la révision des manuels scolaires en Belgique illustrent à nos yeux parfaitement les spécificités de la mémoire belge relative au premier conflit

1 MARIA-CRISTINA GIUNTELLA, "Enseignement de l'histoire et révision des manuels scolaires dans l'Entre-deux-guerres", in MARIE-CHRISTINE BAQUÈS, ANNIE BRUTER & NICOLE TUTIAUX-GUILLON (dir.), *Pistes didactiques et chemins d'historiens. Textes offerts à Henri Moniot*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 161-189.

2 Ministère des sciences et des arts qui prend le nom en 1932 de Ministère de l'instruction publique.

mondial. Dès le départ, cette mémoire s'est enracinée dans une expérience de guerre particulière et exaltée comme telle par la propagande alliée. "Tous les supports et vecteurs de transmission de la mémoire collective exaltent la Belgique 'héroïque et martyr' à travers différentes figures : le soldat héros du front (...), le martyr héroïque fusillé par l'occupant (...) et les victimes des massacres d'août 1914 ou des déportations"<sup>3</sup>. La question fondamentale posée par la révision des manuels belges est bien la suivante : la mémoire d'une Belgique "héroïque et martyr" est-elle compatible avec la nouvelle morale internationale ? Et question corollaire : si dans la négative, on en conclut à la nécessité de remplacer l'une par l'autre, ne court-on pas le risque de promouvoir une histoire tout aussi partielle en perdant au passage l'identité même de la nation belge ? Ce débat est caractéristique de l'Entre-deux-guerres et s'inscrit en réalité dans un débat historiographique plus large à l'échelon européen où deux courants d'idées s'affrontent sur l'usage de l'histoire. Se retrouvent ainsi d'un côté ceux qui considèrent que l'enseignement de l'histoire doit s'inspirer de valeurs morales et de principes éducatifs, et de l'autre ceux qui reconnaissent, avec plus ou moins de bonne volonté, les abus historiographiques commis au cours de la Première Guerre mondiale mais refusent la 'pédagogisation' de l'histoire, même si c'est pour la bonne cause, au nom de la fidélité à la vérité historique et au métier d'historien<sup>4</sup>.

### ***I. L'action gouvernementale belge : entre nationalisme et internationalisme***

Durant les quelques années qui séparent la fin de la guerre du traité de Locarno qui permet la normalisation des rapports de la Belgique avec l'Allemagne, les milieux éducatifs belges sont fortement imprégnés par un nationalisme démonstratif et revancharde. Les manuels scolaires – les manuels d'histoire mais aussi les livres de lecture – consacrent une part importante de leurs pages à la guerre 14-18 et n'épargnent généralement aucun détail sur les atrocités allemandes, particulièrement du côté francophone<sup>5</sup>. Un concours est d'ailleurs mis sur pied en septembre 1921 par le Ministère des sciences et des arts pour la rédaction de seize "livres du maître" conformes aux nouvelles instructions du ministre Jules Destrée<sup>6</sup> relatives au rôle éducatif de

3 LAURENCE VAN YPERSELE, "Mémoire", in SERGE JAUMAIN, MICHAËL AMARA, BENOÎT MAJERUS & ANTOON VRINTS (dir.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique. Actes du colloque international organisé à l'ULB du 15 au 17 janvier 2003* (Études sur la Première Guerre mondiale, 11), Bruxelles, AGR, 2005, p. 537.

4 MARIA-CRISTINA GIUNTELLA, *op. cit.*, p. 178-182.

5 CHRISTOPHE BECHET, *Une Grande Guerre pour un petit pays. La vision de la guerre 14-18 dans l'enseignement primaire francophone*, Liège, mém. lic. en histoire ULG, 2002 et SOPHIE CONVENT, *L'image des Allemands de la Grande Guerre dans les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire francophone en Belgique (1920-1939)*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire UCL, 1999.

6 Homme politique belge et écrivain (1863-1936), député socialiste de Charleroi jusqu'à sa mort, ministre des Sciences et des Arts du 2 décembre 1919 au 20 octobre 1921, il est, à ce titre, le fondateur de l'Académie royale de langue et de littérature françaises (1920). AIMÉE BOLOGNE-LEMAIRE, *Jules Destrée. 21 août 1863 - 2 janvier 1936. Biographie succincte*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1976.



**UT PER JUVENES  
ASCENDAT MUNDUS**

- Emblème du Bureau international d'éducation.  
(PIERRE BOVET, *La paix par l'école, travaux de la conférence internationale tenue à Prague du 16 au 20 avril 1927*, publiés avec l'appui du Ministère tchécoslovaque, Genève, Bureau international d'éducation, 1927, page de garde)

l'école primaire<sup>7</sup>. On prévoit un manuel pour chacun des quatre degrés des écoles de garçons et des écoles de filles<sup>8</sup>, et les travaux pourront être rédigés en français ou en néerlandais<sup>9</sup>.

Les prix prévus par ce concours ne sont finalement pas attribués. Toutefois, le travail de l'inspecteur cantonal F. Pierlot est honoré d'une prime d'encouragement. Ce travail se compose de trois ouvrages : le premier contient des exercices d'application toutes branches confondues<sup>10</sup>, le deuxième des entretiens ou lectures dialoguées<sup>11</sup>, et le dernier trois cents morceaux de lecture destinés aux troisième et quatrième degrés des écoles primaires en relation avec les quarante-trois centres d'intérêt du programme définis par la circulaire de Jules Destrée<sup>12</sup>. La place consacrée par ce dernier manuel à la guerre 14-18 défie l'entendement : sur trois cents morceaux de lecture, soixante-trois sont consacrés à la guerre ! Que signifie ce pourcentage disproportionné alors que la guerre 14-18 n'est censée représenter qu'un seul thème de lecture sur les quarante-trois centres d'intérêt définis par Jules Destrée ? Cela veut dire qu'à côté de la partie que le manuel consacre à l'"éducation nationale", les parties de l'ouvrage relevant de l'"éducation individuelle" et "altruiste" sont elles-mêmes truffées de textes sur la Grande Guerre. Fait déjà en soi remarquable, la quasi totalité des lectures centrées sur l'éducation nationale ont la guerre 14-18 pour objet. Élément encore plus notable, des lectures du manuel traitant de l'hygiène ou de la politesse se rapportent également à de faits de guerre ! Prenons quelques exemples caractéristiques : le cinquième centre d'intérêt nous dit "Soyons dignes". Sur les sept lectures illustrant la dignité, trois sont consacrées à 14-18 : "Portrait du soldat belge", "Sentiment de la dignité chez le soldat belge et chez le soldat allemand", "Le Cardinal Mercier"<sup>13</sup>. De même, l'élève abordera le neuvième centre d'intérêt, "Soyons fiers", en lisant les textes de Cyrille Van Overbergh sur "Gabrielle Petit devant ses juges" ou de Maurice Maeterlinck sur "l'héroïque Belgique"<sup>14</sup>. Il comprendra l'importance

7 *Du rôle éducatif de l'école primaire tel que définit l'article 21 de la loi organique*, Bruxelles, Lombaerts, Belgique, Administration de l'enseignement primaire, 1921.

8 L'enseignement primaire belge dans l'Entre-deux-guerres se compose de huit années réparties en quatre degrés. Le quatrième degré, réservé aux élèves âgés de douze à quatorze ans, comporte souvent un programme professionnalisant et n'est pas organisé de façon systématique dans toutes les écoles.

9 Circulaire ministérielle du 8 septembre 1921, aux inspecteurs principaux de l'école primaire, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1921, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 116-117.

10 F. PIERLOT, inspecteur cantonal honoraire de l'enseignement primaire, *Du rôle éducatif de l'école primaire. Applications aux centres d'intérêt. Recueil d'applications se rattachant aux diverses branches du programme pour les 43 semaines de la scolarité annuelle*. Ouvrage honoré d'une prime d'encouragement du gouvernement, Tamines, Duculot/Roulin, Imprimeur-Librairie, 1924, 237 p.

11 F. PIERLOT, *Du rôle éducatif de l'école primaire : 43 entretiens ou lectures dialoguées en application du programme-type du 15 juin 1921, à l'usage des classes des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés*. Ouvrage honoré d'une prime d'encouragement du gouvernement, Tamines, Imprimerie Duculot, Libraire-éditeur, 1923, 215 p.

12 F. PIERLOT, *Du rôle éducatif de l'école primaire. Livre de lecture à l'usage des classes des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés. Recueil de 300 morceaux en application de la circulaire ministérielle du 15 juin 1921*. Ouvrage honoré d'une prime d'encouragement du gouvernement, Tamines, Impr. Duculot, Libraire-éditeur, 1924, 335 p.

13 *Idem*, p. 39-42.

14 *Idem*, p. 70-73.

d'être propre en lisant "l'hygiène à la caserne"<sup>15</sup>. Enfin, il apprendra qu'il faut respecter l'opinion d'autrui en lisant le texte de l'abbé Wetterlé : "Mépris de l'Allemand pour les civilisations étrangères"<sup>16</sup> !

L'esprit dans lequel est appliquée la circulaire de Jules Destrée est caractéristique de l'immédiat après-guerre en Belgique, à l'heure où le devoir de mémoire et la question des réparations allemandes sont poussés à leur paroxysme. Rappelons d'ailleurs qu'à l'époque, l'auteur en 1912 de la fameuse "Lettre au Roi", chantre d'une Belgique fédérale avant l'heure, affiche paradoxalement, malgré ses convictions socialistes, un nationalisme démonstratif puisqu'il intègre le "Comité de politique nationale" œuvrant pour une "Grande Belgique", avant d'être rappelé à l'ordre par son parti<sup>17</sup>. Au congrès du POB d'avril 1919, Jules Destrée porte ainsi à l'égard de ses camarades allemands un jugement des plus sévères : "Avant de me réunir avec des [socialistes] Allemands, je veux savoir lesquels, ce qu'ils pensent, ce qu'ils vont faire. D'ici là, je me réserve. (...) Je n'ai pas encore entendu venant d'Allemagne une parole pour reconnaître l'injustice et annoncer la réparation. Aussi longtemps que des mots n'auront pas prouvé la sincérité du repentir, je me méfie et n'attends rien de bon des négociations avec les prétendus camarades allemands"<sup>18</sup>. Quelques mois plus tard, lors des débats à la Chambre pour la ratification du traité de Versailles, Jules Destrée réitère ses propos : "Je voterai le traité, mais sans enthousiasme. Mon vote affirmatif est un vote de résignation (...) nous ne pouvons accepter sans réserves un traité de paix qui ne nous garantit la réparation du mal injuste qui nous a été fait, que dans une mesure notoirement insuffisante"<sup>19</sup>.

La désunion des mouvements socialistes européens consécutive à la guerre est naturellement pour beaucoup dans le scepticisme de Jules Destrée. C'est en mai 1923 seulement, que l'Internationale de Vienne (ou "du Centre") se fond avec la II<sup>e</sup> Internationale pour prendre le nom d'Internationale ouvrière et socialiste<sup>20</sup>. Cette pacification des rapports avec les socialistes d'Europe centrale ainsi que la participation, dès 1922, de Jules Destrée à la Commission internationale de coopération intellectuelle de la Société des Nations, où il siège pendant plusieurs années aux côtés d'Einstein, de Marie Curie, de Paul Valéry, de Paul Painlevé, etc.<sup>21</sup>, vont contribuer progressivement à modérer son discours à l'égard de l'Allemagne. Ainsi, lors du débat sur l'occupation de la Ruhr, le député de Charleroi demande aux représentants belges réunis à la Chambre

---

15 *Idem*, p. 13.

16 *Idem*, p. 154-155.

17 JEAN BEAUFAYS, "Aspects du nationalisme belge au lendemain de la Grande Guerre", in *Annales de la Faculté de Droit*, Liège, 1971 (16<sup>e</sup> année) 1-2, p. 108-109.

18 Congrès du POB des 10, 20 et 21 avril 1919 à Bruxelles, in PIERRE-JEAN SCHAEFFER, *Jules Destrée. Essai biographique*, Bruxelles, Académie royale de langue et de littérature françaises, 1962, p. 377.

19 *Annales parlementaires de Belgique, Chambre des représentants. Session ordinaire de 1918-1919*, Bruxelles, 1919, séance du 8 août 1919, p. 1.462.

20 PIERRE-JEAN SCHAEFFER, *op.cit.*, p. 377.

21 AIMÉE BOLOGNE-LEMAIRE, *op.cit.*, p. 14.

le 14 juin 1923 de modérer leurs discours “frémissants” et “meurtris” pour préserver la paix et compatit avec le sort des députés allemands pacifistes <sup>22</sup>.

Nous devons souligner ici le rôle joué par le POB après la guerre dans l’acceptation de l’idée internationale. Sa défense de l’idéal pacifiste sans occulter pour autant les intérêts nationaux belges et surtout sa distanciation par rapport aux thèses internationalistes radicales du Parti communiste, contribuent dans une certaine mesure à la légitimation dans les milieux politiques belges du message véhiculé par la Société des Nations. Les figures de Jules Destrée ou de Camille Huysmans <sup>23</sup> incarnent bien à nos yeux ce compromis belge progressif entre nationalisme et internationalisme. Certes, la culpabilité passée de la nation allemande “aveuglée” va naturellement de soi pour ces hommes d’État socialistes mais cette posture s’accompagne néanmoins d’une volonté de dialogue de plus en plus affichée, si possible dans le cadre de la Société des Nations. Lors du congrès extraordinaire du parti tenu du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1920 à Bruxelles, à l’occasion d’une discussion sur l’Internationale communiste, Camille Huysmans définit ainsi les principes essentiels qui guident l’action internationale du parti tout au long de l’Entre-deux-guerres : désarmement, démocratie, droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et lutte des classes dans le cadre parlementaire <sup>24</sup>.

Le processus d’assimilation de l’idée internationale par les milieux politiques belges s’accompagne néanmoins de quelques incidents parlementaires car la frontière entre socialisme et communisme est encore relativement poreuse dans les esprits. Il est significatif par exemple que la chute du gouvernement d’union sacrée en octobre 1921, suite à l’“affaire du fusil brisé”, soit directement liée à cette tension entre idéologies nationale et internationale <sup>25</sup>. Le sujet restera d’ailleurs sensible tout au long de l’Entre-deux-guerres et sera plusieurs fois évoqué au sein de l’enceinte parlementaire.

22 “En vous voyant, messieurs, aussi follement déchainés, je pensais que plus difficile encore devait être la tâche des orateurs allemands cherchant à faire entendre la voix du bon sens dans une chambre allemande”. *Annales parlementaires de Belgique. Chambre des représentants. Session ordinaire de 1922-1923*, Bruxelles, 1923, séance du 14 juin 1923, p. 1.975-1.976.

23 Homme politique belge socialiste (1871-1968), docteur en philologie germanique. Il est secrétaire de la II<sup>e</sup> Internationale de 1905 à 1922. Il est représentant de Bruxelles de 1910 à 1919 et d’Anvers de 1919 à 1965. Camille Huysmans est appelé à de nombreuses reprises des fonctions importantes dans le domaine de l’enseignement. Durant la Première Guerre mondiale, il joue en rôle actif en mettant sur pied aux Pays-Bas des écoles techniques dans les camps de soldats belges internés. En 1921, il est nommé échevin de l’Enseignement à Anvers et de 1925 à 1927, il occupe le poste de ministre des Sciences et des Arts. HENK VAN DAELE, *Camille Huysmans geschriften en documenten*. Vol. 6.b : *Camille Huysmans en het onderwijs*, Anvers/Amsterdam, Standaard Uitgeverij, 1976.

24 CHRISTINE SOMERHAUSEN, “La lutte pour la paix”, in *1885/1985, du parti ouvrier belge au parti socialiste : mélanges publiés à l’occasion du centenaire du POB par l’Institut Emile Vandervelde*, Bruxelles, Labor, 1985, p. 349.

25 En effet, le 16 octobre 1921, les Jeunes Gardes socialistes de La Louvière inaugurent leur nouveau drapeau qui porte comme emblème un soldat belge brisant son fusil. Le choix d’un tel symbole jugé “subversif” par les autres partis, oblige le ministre Edouard Anseele, qui a participé à la manifestation, à démissionner, tandis que les autres ministres socialistes, Vandervelde, Wauters et Destrée se solidarisent avec leur collègue. ROBERT DEMOULIN, “Militarisme et antimilitarisme en Belgique après la Première Guerre mondiale. L’affaire

Ainsi, Camille Huysmans, ancien secrétaire de la II<sup>e</sup> Internationale, fraîchement nommé ministre des Sciences et des Arts, est interpellé à la Chambre le 7 juillet 1925 par le député catholique Corneille Fieullien concernant des mesures de clémence en faveur de certains fonctionnaires et instituteurs frappés de peines disciplinaires depuis l'Armistice. Il aimerait savoir si ces mesures s'appliquent aux instituteurs de l'agglomération bruxelloise qui ont été condamnés parce qu'ils faisaient ouvertement de la propagande communiste<sup>26</sup>. Par ce biais, le député conservateur entend dénoncer la présence préoccupante à ses yeux d'instituteurs communistes dans l'enseignement officiel. Beaucoup d'entre eux sont en effet affiliés à la Centrale du personnel enseignant socialiste, laquelle s'est dotée dès l'après-guerre d'un journal officiel, *L'Étincelle*, très critique à l'égard du culte patriotique et "militariste" entretenu dans l'enseignement belge<sup>27</sup>. Soucieux de préserver la paix scolaire, Camille Huysmans évacue la question en répondant que les opinions professées à l'extérieur de l'école ne regardent que leurs auteurs, dans la mesure où ces dernières n'influencent pas la neutralité de l'enseignement qu'ils prodiguent à l'intérieur de leur classe<sup>28</sup>.

Notons à cet égard que les mesures de clémence prises par Camille Huysmans peuvent apparaître devant la Chambre comme doublement suspectes en raison de l'appartenance affichée du nouveau ministre des Sciences et des Arts au Mouvement flamand. La question délicate du séparatisme présumé de certains instituteurs est plus que jamais susceptible, elle aussi, de déchaîner les passions des représentants de la nation. Au cours de son mandat comme ministre des Sciences et des Arts, Camille Huysmans ne contredit d'ailleurs pas sa réputation en appliquant notamment à la lettre le fameux article 20 de la loi de 1914 sur l'enseignement qui précise que l'enseignement doit être prodigué dans la langue maternelle de l'élève. Dès le 16 novembre 1925, il entreprend une vaste enquête dans le canton de Bruxelles qu'il souhaite, selon ses propres mots, "dénationaliser". En effet, malgré la loi de 1914, l'enseignement fondamental bruxellois est jusqu'alors resté largement francophone alors que la moitié des élèves de la capitale ont le néerlandais comme langue maternelle. Les mesures prises par Camille Huysmans ne sont pas du goût de tout le monde à Bruxelles où les directives du ministre socialiste flamand sont 'aimablement' comparées dans une lettre du Collège des échevins du 24 novembre 1925 aux "méthodes allemandes" tandis que le journal libéral *l'Étoile belge* titre le même jour : "Encore une incartade flamingante du ministre des Sciences et des Arts"<sup>29</sup>.

---

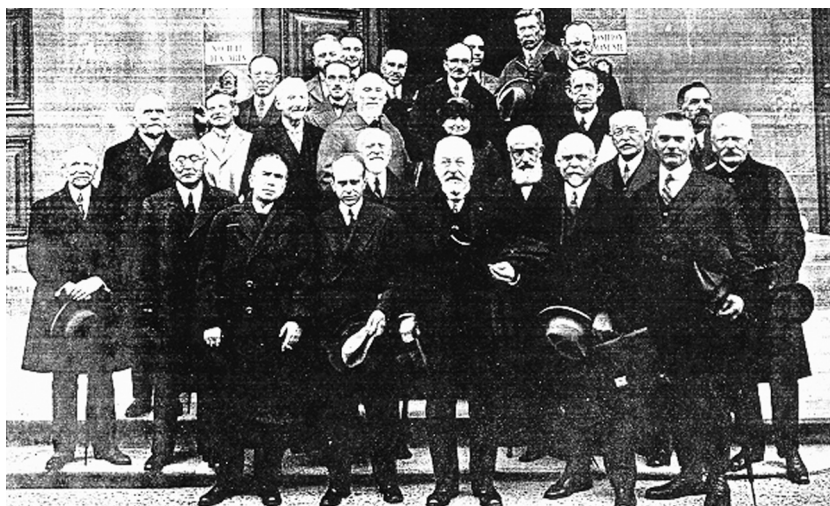
du fusil brisé", in *Actes du 103<sup>e</sup> Congrès national des sociétés savantes (Nancy-Metz 1978). Section d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, 1979, t. 1 : *L'armée et la société de 1910 à nos jours*, p. 305-322.

26 *Annales parlementaires de Belgique. Chambre des représentants. Session extraordinaire de 1925*, Bruxelles, 1925, séance du 7 juillet 1925, p. 170.

27 MARTINE JALLET, *Les fédérations nationales d'instituteurs en Belgique (1919-1925)*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire UCL, 1985, p. 114.

28 *Annales parlementaires de Belgique. Chambre des représentants. Session extraordinaire de 1925*, Bruxelles, 1925, séance du 7 juillet 1925, p. 176.

29 JAN HUNIN, *Het enfant terrible. Camille Huysmans (1871-1968)*, Amsterdam/Louvain, Meulenhoff/Kritak, 1999, p. 252-254.



• Membres du Comité international des sciences historiques devant l'athénée de Genève à l'issue d'une réunion internationale d'historiens présidant à la création du Comité le 14 mai 1926. On reconnaît au centre à l'avant-plan l'historien belge Henri Pirenne. (*Bulletin of the International Committee of Historical Sciences*, n° 1, 10.1926, p. IX)

Alors que les idéaux pacifistes gagnent les esprits à la faveur de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations en 1926, la mémoire de la guerre 14-18 entretenue dans l'enseignement belge commence à contraster quelque peu avec la politique extérieure du pays. En effet, jusqu'en 1926 et même après, on trouve encore dans les manuels des extraits particulièrement acerbes à l'égard de l'Allemagne. Les Allemands y sont par exemple comparés aux anciennes tribus germaniques avec tout le mépris que l'on devine<sup>30</sup>. Ces excès ne sont pas propres à la Belgique et sévissent un peu partout en Europe. Au niveau international des voix s'élèvent très tôt pour dénoncer ces abus, comme l'enquête sur les livres scolaires réalisée dès le début des années 20 par la dotation Carnegie<sup>31</sup>. Toutefois, jusqu'à la signature du traité de Locarno, ces critiques ne recueillent qu'un faible écho en Belgique<sup>32</sup>. Le premier à réagir aux attentes de la Société des Nations est justement le ministre des Sciences et des Arts Camille Huysmans. Ses convictions internationalistes et son implication dans le Mouvement flamand l'ont-ils conforté dans son action contre les excès du nationalisme belge ? C'est bien possible. Suite

30 "Si l'on veut, on peut chercher bien loin dans l'histoire les causes réelles de la grande guerre européenne. Le caractère fourbe et les instincts belliqueux et sanguinaires des anciens barbares germaniques (Huns, Francs, Alamans, Vandales, etc.) que l'on retrouve aujourd'hui chez les Allemands et principalement chez les Prussiens, en sont une". V. DEPREZ, *Petit cours d'histoire de Belgique, à l'usage des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés des écoles primaires et des sections préparatoires des écoles moyennes*, 8<sup>e</sup> éd., Bruxelles, A. De Boeck, 1928, p. 160.

31 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, Paris, Centre européen de la dotation Carnegie, Direction des relations et de l'éducation, 1923.

32 CHRISTOPHE BECHET, *op.cit.*; SOPHIE CONVENT, *op.cit.*



à une résolution de l'assemblée de la Société des Nations priant les gouvernements des États membres de faire connaître à la jeunesse des écoles l'existence et les buts de la Société des Nations, Camille Huysmans interpelle dans ce sens les inspecteurs principaux de l'enseignement par une circulaire en date du 10 avril 1926. Les accords conçus récemment à Locarno, rappelle le ministre, s'inspirent d'un idéal de coopération internationale. Il convient désormais que l'enseignement à la jeunesse s'inspire de cet idéal; en outre, les leçons d'histoire ne seront pas jugées complètes "si la mission pacificatrice de la Société des Nations n'y est pas mise en lumière"<sup>33</sup>. Le cours d'éducation morale sera lui-même jugé incomplet "si quelques leçons n'y sont pas prévues pour l'analyse des principes qui inspirent la morale internationale et pour l'exposé des efforts accomplis par nos contemporains qui ont eu foi dans la réalisation de leur idéal"<sup>34</sup>. Des mesures spéciales sont édictées par le ministre dans le domaine de la littérature scolaire : "Mais cet enseignement ne pourrait produire tous ses fruits, si les manuels classiques, les livres de bibliothèque, les ouvrages distribués en prix, s'inspiraient d'un autre esprit que celui qui anime la Société des Nations. Il conviendra donc d'inviter les autorités scolaires à bannir de leurs établissements les ouvrages qui prêchent la haine entre les races et entre les peuples et leur recommander, au contraire, les livres qui, par l'étude objective des idées et des faits, font connaître à la fois les obligations du patriotisme et les devoirs de la morale internationale"<sup>35</sup>. La circulaire s'accompagne d'un projet de syllabus pour une leçon sur la Société des Nations destinée à l'enseignement primaire<sup>36</sup>.

Dans notre mémoire sur la vision de la guerre 14-18 dans l'enseignement primaire francophone, nous avons analysé un échantillon type de 47 manuels publiés durant la période qui s'étend de 1920 à 1939<sup>37</sup>. 13 d'entre eux évoquent la guerre 14-18 dans une partie autre que celle qui lui est spécifiquement réservée. Un élément remarquable est par exemple l'illustration de la couverture ou de la page de garde : une citation du Souverain, le portrait du roi casqué peuvent orner ces pages du manuel et marquer à tout jamais l'esprit de l'écolier à qui il a appartenu. L'élève, lorsqu'il se saisit de son livre, est directement en contact visuel avec ces éléments. Si on lui reparle plus tard de son vieux manuel d'histoire, sans doute aura-t-il encore à l'esprit la citation ou la figurine qui se trouvait en première page. La préface ou la conclusion sont également des espaces que l'auteur investit pour faire passer un message patriotique<sup>38</sup>, comme dans cette

---

33 Circulaire ministérielle du 10 avril 1926, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1926, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 44-45.

34 *Idem*, p. 45.

35 *Ibidem*.

36 *Idem*, p. 46-48.

37 CHRISTOPHE BECHET, *op.cit.*

38 Cette fonction patriotique est confirmée par le mémoire de SÉBASTIEN CARPENTIER, *L'histoire écrite à l'encre tricolore. La fonction patriotique des manuels d'histoire de Belgique dans l'entre-deux-guerres (manuels francophones destinés à l'enseignement primaire) : évolution et contexte*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire UCL, 1999, 2 vol.

conclusion d'un manuel paru en 1922 : "Au mois d'août 1914, elle [la Belgique] s'est affirmée comme une des plus hautes personnes morales de l'univers. Le monde a appris alors qu'il eût manqué quelque chose à la civilisation universelle si la Belgique n'eût pas existé. Elle a joué alors, devant l'invasion des barbares, le rôle des 300 Spartiates aux Thermopyles"<sup>39</sup>. Un seul des 13 manuels répertoriés évoque la guerre dans son introduction pour en dénoncer les méfaits. Il s'agit de celui de Jos Simonet dont la préface, rédigée par Paul Struye, homme politique catholique et secrétaire de l'Union belge pour la SDN, illustre bien les intentions de l'auteur : "Trop de manuels scolaires se terminent par la vision douloureuse des horreurs de la guerre 14-18. M. Simonet a préféré tirer des tragiques événements que nous avons vécus les conclusions qui s'imposent et il insiste à bon droit sur les perspectives rayonnantes de paix qui s'attachent à l'œuvre de la SDN et à tout l'effort d'organisation internationale qui s'ébauche depuis 1919. À ce titre surtout, nous formons le vœu que son excellent manuel recueille partout le succès qu'il mérite"<sup>40</sup>. Ce dernier manuel est publié en 1931, soit quelques années après la circulaire de Camille Huysmans et à un moment où la Société des Nations jouit encore d'un prestige intact.

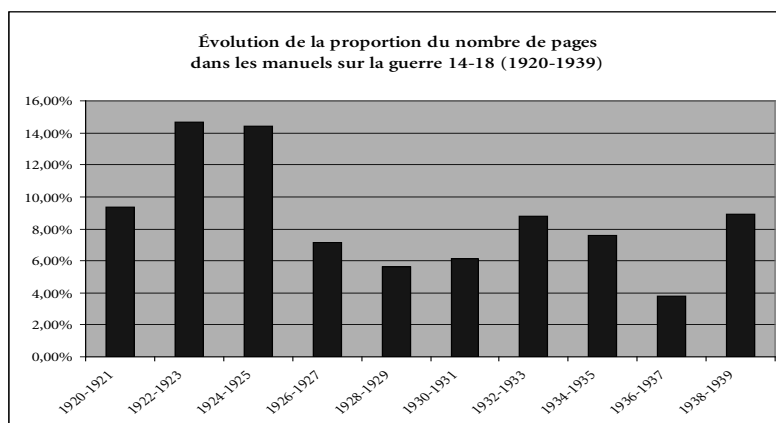
Il est difficile de dire si c'est la circulaire de Camille Huysmans ou la normalisation des rapports de la Belgique avec l'Allemagne qui a provoqué la mutation. Toujours est-il qu'à partir de 1926, les excès nationalistes les plus manifestes disparaissent effectivement des manuels belges, à quelques exceptions notoires près<sup>41</sup>. Un bon indicateur de l'importance mémorielle accordée par les manuels au premier conflit mondial est la proportion moyenne du nombre de pages consacrées à la guerre 14-18. Sur l'échantillon que nous avons sélectionné, elle est de 9 %. Cette moyenne nous semble assez élevée compte tenu du fait que la guerre 14-18 ne représente après tout que quatre années sur les deux mille que couvre l'histoire de Belgique ! Afin de se rendre compte des fluctuations de la proportion du nombre de pages au cours des deux décennies de l'Entre-deux-guerres, nous avons reporté celle-ci sur un graphique (voir ci-contre) en calculant les moyennes par tranche de deux ans. Nos chiffres devraient sans doute être confirmés en intégrant l'ensemble des manuels belges de l'Entre-deux-guerres, mais il apparaît d'ores et déjà que le nombre de pages évoquant la guerre se réduit nettement

<sup>39</sup> LÉON ALEXANDRE & NESTOR PIRET, *Album-manuel d'histoire de Belgique, à l'usage des écoles primaires, des écoles d'adultes et des sections préparatoires des écoles moyennes avec notions d'histoire générale pour le 4<sup>e</sup> degré*, Première édition, Liège, H. Dessain, 1922, p. 110.

<sup>40</sup> JOS SIMONET, *Leçons préparatoires d'histoire nationale, en trois parties (troisième et quatrième degrés) avec synthèses et lectures historiques, exercices pour rédactions, dictées, conjugaisons, phraséologie, vocabulaire*, préface de Paul Struye, Tamines, Duculot/Roulin, 1931. Un manuel de Jos Simonet paru l'année précédente avait été salué par le journal de la Centrale du personnel enseignant socialiste, *L'Étincelle*, 10.10.1930, p. 4, col. 2.

<sup>41</sup> Nous étudions ci-dessous le cas particulier du manuel d'Émile Meunier qui, malgré les directives ministérielles, continue jusqu'en 1927 à présenter une histoire du premier conflit mondial propre à susciter chez les élèves une détestation sans bornes des Allemands.

durant les années 1926 à 1931. En analysant de plus près les manuels d'histoire de cette période, nous avons constaté que cette diminution est due à l'intégration dans l'histoire de Belgique d'un chapitre supplémentaire sur la Société des Nations, conformément au souhait de Camille Huysmans.



Ce phénomène de démobilisation n'efface pas pour autant toute forme de chauvinisme cocardier. Le message délivré par la majorité des manuels est désormais le suivant : les Allemands ne sont certes pas tous des brutes sanguinaires, mais ils sont quand même les seuls responsables du déclenchement de la guerre et le comportement de leurs soldats en 1914 restera à jamais gravé dans les annales de l'histoire de Belgique <sup>42</sup>. Plusieurs rappels de la part du ministère en charge de l'enseignement semblent d'ailleurs suggérer que certaines dérives n'ont pas totalement disparu. Ainsi, en mai 1927, dans une circulaire adressée à l'enseignement moyen, Camille Huysmans rappelle à l'ordre le personnel éducatif belge. Il a constaté que sa circulaire d'avril 1926 n'avait pas toujours été respectée <sup>43</sup>. Les termes de cette circulaire seront encore rappelés à deux reprises par des successeurs de Camille Huysmans à la tête du ministère des Sciences et des Arts, Maurice Vauthier (1930) <sup>44</sup> et François Bovesse (1936) <sup>45</sup>. Manifestement, certains auteurs de manuels éprouvent une certaine réticence à respecter la consigne !

<sup>42</sup> CHRISTOPHE BECHET, *op.cit.*; SOPHIE CONVENT, *op.cit.*

<sup>43</sup> Circulaire ministérielle du 20 mai 1927, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1927, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 49.

<sup>44</sup> Circulaire ministérielle du 25 octobre 1930, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1930, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 52-53.

<sup>45</sup> *Plan d'études et instructions pédagogiques pour les trois premiers degrés des écoles primaires et des classes d'application annexées aux écoles normales et pour les sections préparatoires des écoles moyennes. Arrêté ministériel du 13 mai 1936*, Bruxelles, Ministère de l'instruction publique, Imprimeries du Moniteur belge, 1936, p. 153.

Plusieurs initiatives contemporaines aux directives propres à l'utilisation des manuels scolaires démontrent clairement que la propagande scolaire de la SDN est bien accueillie par les successeurs de Camille Huysmans. En avril 1928, Maurice Vauthier<sup>46</sup> demande expressément aux inspecteurs qu'ils fournissent au Ministère un rapport sur l'enseignement de l'existence et des buts de la Société des Nations dans les écoles primaires; ces renseignements seront insérés dans le rapport annuel des inspecteurs principaux dont ils formeront un chapitre spécial<sup>47</sup>. L'internationalisme prôné par la Société des Nations et soutenu désormais par le gouvernement ne doit cependant pas être confondu avec l'internationalisme "destructeur de frontières" que le ministre libéral ne saurait tolérer. Peu de temps après son entrée en fonction, Maurice Vauthier est lui-même l'objet d'une interpellation à la Chambre, le 31 janvier 1928. Cette dernière est l'œuvre du député catholique Corneille Fieullien, visiblement très soucieux de la pureté d'âme des jeunes enfants belges. Il dénonce à nouveau la présence dans l'enseignement officiel de nombreux instituteurs et professeurs bolchévistes et réclame des mesures concrètes. Il avance que les instituteurs communistes, sous couvert de la Centrale du personnel enseignant socialiste, ont d'autant plus agi à visage découvert qu'ils se sentaient protégés par le précédent ministre des Sciences et des Arts, Camille Huysmans. Alors que Maurice Vauthier lui demande, sous les applaudissements des socialistes, de citer un fait concret justifiant des sanctions, Fieullien évoque le cas d'instituteurs de Charleroi qui ont refusé d'accompagner leurs élèves à l'inauguration d'une plaque commémorant les morts de la guerre<sup>48</sup>. Même si le nouveau ministre libéral répond qu'une enquête récente a démontré l'absence de toute contamination de l'enseignement belge par le bolchévisme et qu'à la vérité des mesures ont été prises "non pas à l'égard d'instituteurs bolchévistes, mais à l'égard (...) d'instituteurs frontistes"<sup>49</sup>, il n'en publie pas moins quelques jours plus tard une circulaire dénonçant toute forme d'atteinte à l'éducation civique des jeunes belges; le communisme et le séparatisme y sont clairement visés<sup>50</sup>.

Quantitativement, la propagande pacifiste atteint son apogée dans l'enseignement belge aux alentours de 1930. L'année même où la Belgique fête en grandes pompes son centenaire, l'Union belge pour la Société des Nations décide d'organiser chaque année une semaine de propagande pour l'œuvre de la Société des Nations, autour de la date anniversaire de l'Armistice, le 11 novembre. Durant cette semaine, divers moyens

46 Homme politique belge libéral (1860-1931). Docteur en droit de l'ULB, il est professeur dans cette université à partir de 1890 puis en devient recteur en 1903. Secrétaire de la Ville de Bruxelles de 1914 à 1927. Sénateur libéral coopté de 1921 à sa mort. Ministre des Sciences et des Arts de novembre 1927 à mai 1931.

47 Circulaire ministérielle du 25 avril 1928, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1928, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 26-27.

48 *Annales parlementaires de Belgique. Chambre des représentants. Session ordinaire de 1927-1928*, Bruxelles, 1928, séance du 31 janvier 1928, p. 357-363.

49 *Idem*, p. 364.

50 Circulaire ministérielle du 7 février 1928, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1928, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 15.

d'action sont mis en œuvre, notamment des publications dans la presse quotidienne, des émissions radiophoniques, des leçons dans les établissements d'instruction officiels et libres, l'organisation de conférences, l'affichage de placards, la projection de films consacrés à l'œuvre de la SDN ou encore des manifestations publiques.

Ainsi, alors que l'on vient de commémorer avec faste l'anniversaire de l'indépendance de la Belgique, que d'aucuns n'ont pas manqué de rapprocher de la libération du "joug allemand" en 1918<sup>51</sup>, l'Union belge pour la Société des Nations décide de s'inscrire dans la même logique mémorielle en célébrant le 11 novembre sous le signe de la paix retrouvée. La culture pacifiste utilise en définitive le même canevas que la culture patriotique, qui plonge directement ses racines dans les idéaux fantasmés d'homogénéité nationale nés au XIX<sup>e</sup> siècle : à des moments plus ou moins récurrents, le plus souvent annuels, les États modernes évoquent des épisodes précis de l'histoire de la nation, dans le but manifeste de susciter un enthousiasme patriotique général<sup>52</sup>. La plupart du temps, ces épisodes correspondent à des hauts faits d'armes et ont une connotation guerrière. L'Union belge ne fait que récupérer ici ce principe de "communion mémorielle entretenue" en y insufflant un message pacifiste. La semaine de propagande en faveur de la SDN est relayée dès le départ par le Ministère des sciences et des arts<sup>53</sup>. En 1931, elle s'organise du 8 au 15 novembre; elle est alors chaudement recommandée par le nouveau ministre des Sciences et des Arts, Robert Petitjean<sup>54</sup>. Celui-ci demande notamment que les chefs d'établissement d'enseignement moyen d'État fassent parvenir au Ministère le meilleur travail écrit qu'aura rédigé un élève à la suite d'une causerie ou d'une leçon sur la Société des Nations "afin de donner une forme concrète à la participation de nos établissements d'enseignement à la semaine de propagande (...)"<sup>55</sup>.

En 1932, l'Union belge décide de célébrer chaque année la "Journée de la bonne volonté" le 18 mai, pour saluer l'anniversaire de la première conférence de la paix tenue à la Haye en 1899. Cette commémoration vient, semble-t-il, remplacer la semaine de propagande

51 Ainsi le *Moniteur des instituteurs primaires* conseille à ses lecteurs de donner à leurs élèves la leçon d'histoire suivante : "L'indépendance de notre sol est menacée en 1914; les jeunes gens de toutes les communes volent à la frontière. Dans certaines localités le souvenir des braves de 1830 et des soldats de Léopold Ier est conservé". "L'enseignement de l'histoire nationale à l'école primaire", in *Moniteur des instituteurs primaires*, 20.2.1930, p. 218. Sur ce rapprochement, voir aussi JEAN STENGERS, "Le mythe des dominations étrangères dans l'historiographie belge", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1981 (59<sup>e</sup> année), p. 382-401.

52 MARNIX BEYEN, "Féconder l'avenir par le passé. La politique commémorative de l'État belge pendant les années jubilaires 1880, 1905 et 1930", in GINETTE KURGAN-VAN HENTENRYK & VALÉRIE MONTENS (dir.), *L'argent des arts : la politique artistique des pouvoirs publics en Belgique de 1830 à 1940*, Bruxelles, ULB, 2001, p. 73.

53 Circulaire ministérielle du 25 octobre 1930, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1930, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 52-53.

54 Homme politique belge libéral (1887-1951). Docteur en droit. Conseiller provincial du Brabant de 1925 à 1929, représentant de Bruxelles de 1929 à 1932. Il est ministre des Sciences et des Arts de 1931 à 1932.

55 Circulaire ministérielle du 20 octobre 1931, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1931, II (Circulaires et dépêches)*, s.d. p. 77-78.

organisée en novembre, car nous ne trouvons plus à partir de cette date de circulaires ministérielles invitant les écoles à participer à cet événement. Le très patriote ministre de l'Instruction publique Maurice Lippens<sup>56</sup> donne d'ailleurs en 1932 des instructions précises à propos de la célébration de l'Armistice. Le 11 novembre est un jour férié, mais les élèves des établissements d'enseignement moyen, des athénées et des écoles normales ne doivent pas oublier de défiler la veille devant le mémorial érigé au sein des murs de leur établissement. Maurice Lippens insiste pour qu'au cours de la cérémonie, les professeurs introduisent une courte leçon de civisme par un discours approprié, libellé en ces termes : "Les jeunes générations doivent à l'instar des anciens avoir le culte du Devoir, de l'Honneur et de la Patrie"<sup>57</sup>. La date symbolique du 11 novembre est largement fêtée dans les écoles belges, notamment par le fleurissement de monuments aux morts érigés dans de nombreuses communes<sup>58</sup>. Il n'est dès lors pas impossible qu'une concurrence de mémoire ait pu paraître gênante. Quoiqu'il en soit, de son côté, l'Union belge pour la Société des Nations ne ménage pas ses efforts. La "Journée de la bonne volonté" est réalisée à l'échelle mondiale, ce qui lui donne un caractère solennel que l'organisation entend bien souligner. Le jour de cette manifestation, les instituteurs sont chargés de lire le "Message de bonne volonté" envoyé par les garçons et les filles d'Angleterre à la jeunesse du monde entier<sup>59</sup>. L'Union belge transmet aussi à toutes les écoles une publication intitulée *La Jeunesse et la Paix du Monde*<sup>60</sup>. Elle est fournie par le Bureau international d'éducation<sup>61</sup> qui fait chaque année le bilan de sa réceptivité dans les différents pays. Aux yeux du Bureau, notre pays est un bon élève. En 1933, le journal *La Jeunesse et la Paix du Monde* est tiré en Belgique à raison de 20.500 exemplaires en français et 10.000 exemplaires en néerlandais<sup>62</sup>. En 1934, 17.500 exemplaires de l'édition

56 Maurice Auguste comte Lippens, homme politique belge libéral (1875-1956). Docteur en droit et avocat. Gouverneur de Flandre orientale de 1919 à 1921 et gouverneur général du Congo belge de 1921 à 1923. Sénateur de 1925 à 1939, il participe en tant que ministre à plusieurs gouvernements. Il est ministre de l'Instruction publique de 1932 à 1934.

57 Circulaire ministérielle du 7 novembre 1932, in *Bulletin du Ministère de l'instruction publique pour l'année 1932, II (Circulaires et dépêches)*, s.d., p. 66.

58 AXEL TIXHON & LAURENCE VAN YPERSELE, "Du sang et des pierres. Les monuments de la guerre 1914-1918 en Wallonie", in *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 7, 2000, p. 83-126.

59 Annexe à la circulaire ministérielle du 8 avril 1932, in *Bulletin du Ministère des sciences et des arts pour l'année 1932, II (Circulaires et dépêches)*, s.d. p. 16-17.

60 Circulaire ministérielle du 11 mai 1936, in *Bulletin du Ministère de l'instruction publique pour l'année 1936, II (Circulaires et dépêches)*, s.d. p. 65-66.

61 Fondé à Genève en 1925, le Bureau international d'éducation s'est posé comme principe "que le développement de l'instruction et de l'éducation est un facteur essentiel pour la paix et pour le progrès moral et matériel de l'humanité, [et] qu'il importe pour favoriser ce développement, de recueillir la documentation sur les efforts de recherche et d'application réalisés dans le domaine éducatif et d'assurer un large échange d'information et de documentation afin que chaque pays se sente stimulé à bénéficier des expériences des autres". Le premier directeur du BIE est Pierre Bovet, de l'université de Genève et le deuxième est le pédagogue Jean Piaget. L'institution non gouvernementale devient intergouvernementale en 1929 et fusionne avec l'UNESCO en 1970. *Bulletin du Bureau international d'éducation*, n° 24, 7.1932 (6<sup>e</sup> année), p. 1; MARIA-CRISTINA GIUNTELLA, *op.cit.*, p. 167.

62 *Bulletin du Bureau international d'éducation*, n° 30, 1<sup>er</sup> trimestre 1934 (8<sup>e</sup> année), p. 27.

française sont répartis : 8.795 exemplaires sont diffusés par les soins du Ministère de l'instruction publique, 4.500 sont commandés par les échevins de l'Instruction publique et le reste par des directeurs d'école, professeurs, instituteurs, etc. L'édition néerlandaise est alors tirée à 14.800 exemplaires, dont 7.975 sont distribués par les soins du Ministère de l'instruction publique, 4.325 par les échevins de l'Instruction publique et le reste par les éducateurs. En outre, 260 exemplaires de l'édition allemande sont répartis par les soins du Ministère de l'instruction publique<sup>63</sup>. En 1936, l'édition française est diffusée à 22.000 exemplaires alors que la version néerlandaise est tirée à 14.000 unités<sup>64</sup>.

La remilitarisation de l'Allemagne dès 1935 et la politique des 'mains libres' adoptée par la Belgique à la fin de l'année 1936 sonnent pour ainsi dire le glas du 'désarmement moral'. La littérature scolaire belge se lance alors de nouveau petit à petit dans la mobilisation des esprits. Elle le fait cependant avec plus de modération que dans l'immédiat après-guerre. Les manuels d'histoire insistent un peu plus sur l'héroïsme belge de 14-18 sans en revenir toutefois à la description détaillée des atrocités commises par les Allemands lors de l'invasion<sup>65</sup>. Il est important de préciser ici que durant tout l'Entre-deux-guerres, l'acceptation de l'internationalisme n'est jamais jugée par le gouvernement belge incompatible avec la défense des valeurs patriotiques ou le récit des "beaux faits d'armes" de nos "gloires nationales". D'aucuns aujourd'hui jugeront ce fait paradoxal, mais il n'est pas rare à l'époque que le ministre en charge de l'Instruction recommande un jour aux instituteurs et professeurs de participer à une "Journée de la bonne volonté" et qu'à une autre occasion, il soutienne une manifestation patriotique ou un concours organisé par des anciens combattants pour susciter l'héroïsme au sein de la jeunesse.

Ainsi, le 30 juin 1935, un monument à la mémoire du cardinal Mercier (décédé en 1926) est inauguré en présence du Roi. La jeunesse des écoles est associée à cette manifestation. Quelques jours avant la cérémonie, François Bovesse<sup>66</sup> envoie aux chefs de tous les établissements scolaires une note rappelant le "rôle patriotique du Grand Cardinal au cours de la guerre" avec comme consigne de la lire le 29 juin dans toutes les classes. Le cardinal Mercier y est décrit comme le défenseur de "la vérité et du droit contre la force brutale"<sup>67</sup>. Le même ministre se fait aussi le porte-parole le 18 janvier 1936 des "Amis de Lille". Ces derniers veulent perpétuer le souvenir de Léon Trulin, fusillé à l'âge de 18 ans par l'ennemi pour avoir rendu des services à la France et à la Belgique. Pour

63 *Idem*, n° 32, 3<sup>e</sup> trimestre 1934 (8<sup>e</sup> année), p. 131.

64 *Idem*, n° 41, 4<sup>e</sup> trimestre 1936 (10<sup>e</sup> année), p. 185.

65 CHRISTOPHE BECHET, *op.cit.*; SOPHIE CONVENT, *op.cit.*

66 Homme politique belge libéral (1890-1944), poète, conteur, dramaturge et journaliste. Docteur en droit. Député en 1921, il est aussi ministre des Postes, Télégraphes et Communications (1931-1933), de la Justice (1934-1935 et 1936-1937), et de l'Instruction publique (1935-1936). Dans cette dernière fonction, il organise, pour les écrivains, des conférences dans l'enseignement secondaire et préside à la mise en place du nouveau plan d'études pour l'enseignement primaire.

67 Circulaire du 21 juin 1935, in *Bulletin du Ministère de l'instruction publique pour l'année 1935, II (Circulaires et dépêches)*, Bruxelles, s.d., p. 28-29.

s'associer à cette manifestation, François Bovesse organise un concours sur "l'héroïsme de la jeunesse" dans les établissements d'enseignement moyen. Les dix premiers lauréats recevront un prix et l'ouvrage intitulé *L'Adolescent chargé de Gloire : Léon Trulin* de Philippe Kah en souvenir. L'établissement auquel appartient le lauréat aura la garde pendant un an d'une reproduction du monument Trulin, offert par la Ville de Lille<sup>68</sup>. Ces initiatives patriotiques plutôt anti-allemandes n'empêchent pas François Bovesse d'inviter quelques mois plus tard le personnel enseignant à faire comprendre, à l'occasion de la "Journée de la bonne volonté", "le sens profond de la manifestation du 18 mai où les enfants de l'univers communieront dans la même volonté de se rapprocher et de se comprendre sans cesse davantage"<sup>69</sup>.

La plus belle illustration du compromis belge entre nationalisme et internationalisme réside dans le *Plan d'études* de 1936. Ce dernier s'accompagne d'une introduction générale de François Bovesse sur l'enseignement de l'histoire. On sent dans l'introduction ministérielle le poids des controverses antérieures sur la 'pacification' de l'histoire : "Cet enseignement a soulevé de nombreuses questions qui ont été discutées avec une vive âpreté et une singulière ardeur. Ces controverses pour intéressantes qu'elles soient ne peuvent être retenues quand il s'agit de l'histoire de Belgique. Notre pays est né dans la douleur, il a subi des invasions multiples, il a connu cinquante projets d'annexion et il a été le champ de bataille de l'Europe. De cette émouvante histoire, nous n'avons rien à cacher à nos enfants, aucune page ne les fera rougir, aucune ligne ne leur fera honte"<sup>70</sup>. En réalité, ce que le ministre concède d'une main, il le relativise de l'autre; en outre, nous décelons dans sa circulaire l'ombre de la question militaire débattue en Belgique depuis plusieurs années. François Bovesse déclare ne vouloir transformer les élèves ni "en militaristes convaincus" ni "en pacifistes décidés"<sup>71</sup>. Il faut rappeler ici que, dès le début des années 30, le Wallon et francophile François Bovesse était intervenu de façon ostentatoire dans la question militaire en prônant, aux côtés d'Albert Devèze, la défense de la frontière de l'Est face au danger allemand : "Les Allemands demeurent des Allemands, c'est-à-dire des Germains de Tacite, qui, il y a deux mille ans, allumaient contre Rome des feux de guerre sur leurs collines. (...) Il s'agit de se préparer, sans haine, soit, sans cris de guerre c'est entendu, doucement mais fermement à empêcher ces feux de gagner nos collines"<sup>72</sup>. Force est de reconnaître que derrière ces appels de François Bovesse à se préparer "sans haine" se cache une certaine hypocrisie, surtout après avoir comparé les Allemands aux barbares de l'Antiquité. Et l'on ne peut s'empêcher de déceler la même hypocrisie dans les propos du ministre lorsqu'il prêche la voie

68 Circulaire ministérielle du 18 janvier 1936, in *Bulletin du Ministère de l'instruction publique pour l'année 1936, II (Circulaires et dépêches)*, Bruxelles, s.d., p. 2-3.

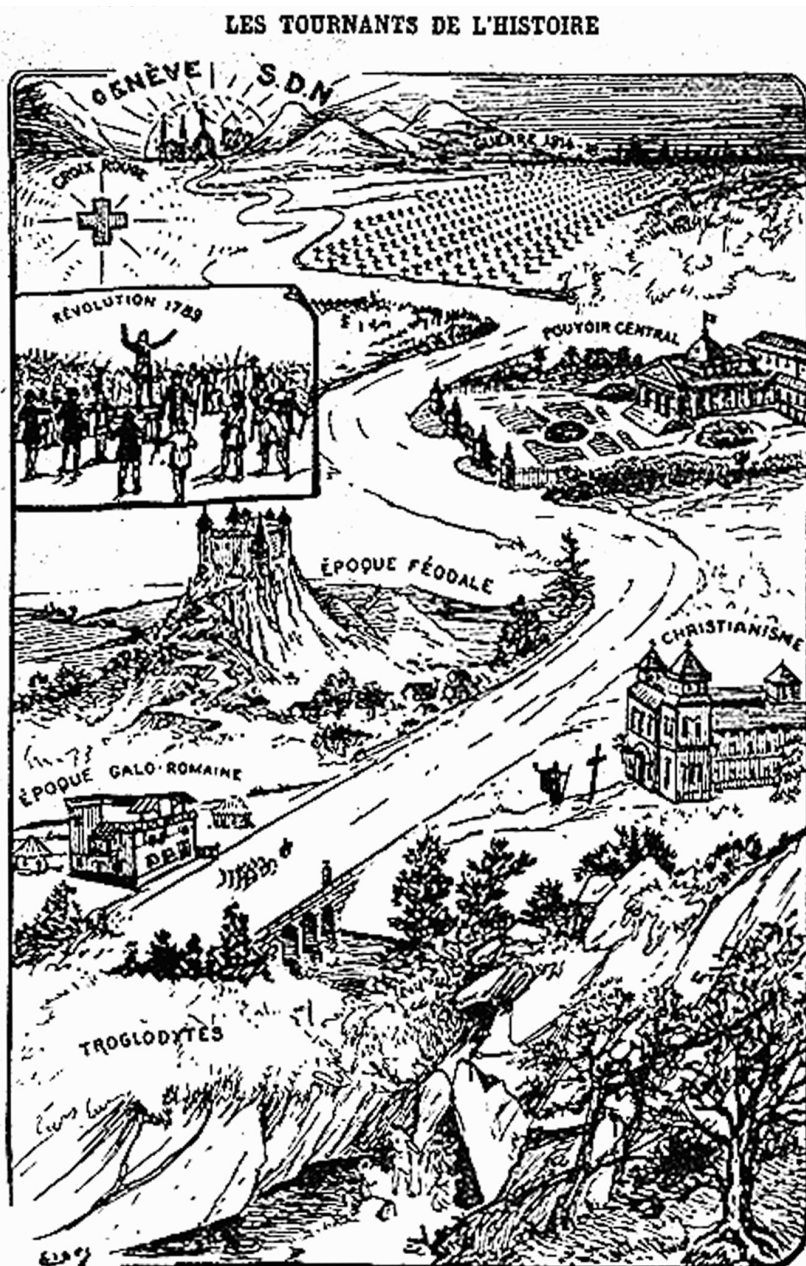
69 Circulaire ministérielle du 11 mai 1936, in *Bulletin du Ministère de l'instruction publique pour l'année 1936, II (Circulaires et dépêches)*, Bruxelles, s.d., p. 65-66.

70 *Plan d'études et instructions pédagogiques pour les trois premiers degrés des écoles primaires ...*, p. 45.

71 *Idem*, p. 45.

72 *La Province de Namur*, 23 et 24.8.1930, p. 1, cité in ARNAUD GAVROY, *François Bovesse. Itinéraire et pensée politiques*, Namur, édité par la Ville de Namur, 1990, p. 70.





- La ligne du temps d'un manuel pacifiste.  
(Jos SIMONET, *Leçons préparatoires d'histoire nationale, en trois parties (troisième et quatrième degrés) avec synthèses et lectures historiques, exercices pour rédactions, dictées, conjugaisons, phraséologie, vocabulaire*, Tamines, Duculot/Roulin, 1931, p. 176)

médiane concernant les manuels scolaires, même si la formulation s'explique en partie par la modération nécessaire qui sied à sa fonction : "Nous recommandons instamment de faire le choix d'un manuel impartial. En rappelant le passé tragique de l'époque contemporaine, tout en rendant un hommage ému à nos héros et à nos martyrs, on se gardera de jeter des ferments de haine et de discorde dans le cœur des enfants"<sup>73</sup>. En réalité, toute la gageure est là : comment concilier cette double injonction consistant d'un côté à fleurir les monuments des martyrs ou à lire le récit de leurs exploits en classe tout en évitant de l'autre de susciter une certaine forme de haine à l'égard de l'ensemble de la population allemande dans le cœur des plus jeunes ? Le manichéisme naturel des enfants et des adolescents est-il compatible avec les nuances d'un tel discours ? Lorsque l'occupant allemand prendra les rênes du pouvoir en 1940, il tranchera clairement la question par la négative en instaurant une Commission de révision des ouvrages classiques chargée de réviser les manuels scolaires belges<sup>74</sup>. Et parmi les modifications apportées aux manuels, figurera en premier lieu la disparition des récits des martyrs belges de la Première Guerre mondiale<sup>75</sup>.

## **II. L'enquête de la dotation Carnegie pour la paix internationale : une enquête pionnière sur les livres scolaires d'après-guerre**

Avant même que ne se mettent en place des actions officielles engagées sous l'égide de la SDN et de ses antennes nationales, une myriade de réseaux pacifistes tentent déjà d'appliquer sur le terrain des idéaux plus ou moins semblables à ceux véhiculés par la grande instance internationale. C'est à cette catégorie d'organisations parallèles – d'aucuns parleraient aujourd'hui de *lobbies* – qu'appartiennent par exemple une série d'organisations pacifistes américaines<sup>76</sup>. La dotation Carnegie pour la paix internationale<sup>77</sup> est la première organisation privée à s'occuper après la guerre

<sup>73</sup> *Plan d'études et instructions pédagogiques pour les trois premiers degrés des écoles primaires* ..., p. 84.

<sup>74</sup> Sur l'activité de cette commission, voir MICHEL FINCOEUR, "De la révision des manuels scolaires comme révélateur des ambiguïtés d'un ychisme belge", in *Archives et bibliothèques de Belgique*, 1999 (70<sup>e</sup> année), p. 103-151.

<sup>75</sup> Nous reproduisons dans cet article la page d'un manuel d'histoire de Belgique avant et après le passage de la Commission de révision des ouvrages classiques instaurée par la *Militärverwaltung* en 1940.

<sup>76</sup> PHILIPPE ALEXANDRE, "Messianisme et américanisation du monde. Les États-Unis et les organisations pacifistes de France et d'Allemagne à la veille de la Première Guerre mondiale (1911-1914)", in *Themenportal Europäische Geschichte 2007*, [En ligne], <http://www.europa.clio-online.de/2007/Article=192> (page consultée le 12 décembre 2007).

<sup>77</sup> La *Carnegie Endowment for International Peace* est fondée en 1910 par Andrew Carnegie, industriel et philanthrope américain d'origine écossaise. Carnegie cède dix mille dollars en obligations à 28 actionnaires qu'il a choisis pour gérer des initiatives dont la finalité est l'abolition de la guerre et la promotion d'une culture de la paix et de l'entente internationale. Le 9 mars 1911, une assemblée des actionnaires convoquée à Washington rédige le statut de la Dotation et en définit les objectifs. La Dotation est divisée en trois sections : division *Relations internationales et Éducation*, division *Droit international* et division *Économie et Histoire*. Une section européenne est installée à Paris en 1912 sous la direction du pacifiste Paul d'Estournelle de Constant. MARIA-CRISTINA GIUNTELLA, *op.cit.*, p. 162-163.

de la question épineuse des manuels scolaires. Elle joue d'ailleurs à ce titre un rôle moteur.

Le 13 juillet 1921, le comité exécutif du centre européen de la Dotation examine un projet d'enquête sur l'esprit dans lequel ont été conçus et rédigés, à l'égard du drame de 1914-1918, de ses causes et de ses résultats, les livres scolaires les plus récemment mis en usage chez les anciens peuples belligérants. Le 26 décembre 1921, le Comité exécutif approuve le principe d'une enquête internationale<sup>78</sup>. Conduite sous la direction de Jules Prudhommeaux<sup>79</sup> par vingt-quatre éducateurs, elle porte sur vingt-deux pays européens et donne lieu à la publication de deux importants volumes<sup>80</sup>. Parmi ces éducateurs se trouvent des professeurs d'université, la plupart d'ailleurs non historiens, des professeurs d'école normale, des instituteurs, des licenciés ès-lettres, un avocat, un docteur en droit, un inspecteur de l'enseignement primaire, des hommes politiques et une déléguée à la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme<sup>81</sup>. Les rapports sur chaque nation ont été établis par un ou plusieurs spécialistes appartenant au pays concerné, à l'exception de l'Allemagne<sup>82</sup>. Jules Prudhommeaux, avec l'aide de quelques collaborateurs, s'est réservé la rédaction non seulement du chapitre sur la littérature scolaire allemande mais aussi celui consacré à la littérature scolaire en France et en Belgique<sup>83</sup>. Dans tous les États, les divers rapports confirment la présence d'un nationalisme exacerbé au sein des manuels scolaires, constituant "un obstacle au développement de l'esprit de paix (...)"<sup>84</sup>. L'enquête condamne aussi le fait que la plupart des manuels scolaires publiés directement après la guerre se départissent de "l'esprit scientifique fait d'objectivité et de pondération"<sup>85</sup>.

78 *La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles à la compréhension mutuelle des peuples*, Paris, Société des Nations, Institut international de coopération intellectuelle, 1932, p. 55-56.

79 Historien et pacifiste français (1869-1948). De 1896 à 1909, il est professeur aux lycées de Montluçon, Nîmes et Sens. Il est membre du comité de rédaction de la revue de l'École de Nîmes *L'Émancipation* et, depuis 1904, secrétaire de l'association La Paix par le droit. Spécialisé dans l'étude de l'histoire des doctrines sociales, Jules Prudhommeaux est reçu docteur ès-lettres en 1907. Après la guerre, en 1919, il est secrétaire général du centre européen de la dotation Carnegie, dont il est bientôt le directeur général adjoint, puis le directeur.

80 Le premier volume, largement diffusé, a été édité en 1923 : *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, Paris, Centre européen de la dotation Carnegie, Direction des relations et de l'éducation, 1923. Le deuxième volume est paru à la fin de 1927 et a été réservé uniquement à l'usage des bibliothèques : *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, Paris, Centre européen de la dotation Carnegie, Direction des relations et de l'éducation, 1927. Voir aussi JEAN-LOUIS CLAPARÈDE, *L'enseignement de l'histoire et l'esprit international*, Paris, Bureau français d'éducation, 1929, p. 16.

81 *La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles...*, p. 58.

82 JEAN-LOUIS CLAPARÈDE, *op.cit.*, p. 16.

83 *La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles...*, p. 57.

84 JEAN-LOUIS CLAPARÈDE, *op.cit.*, p. 16.

85 *Ibidem*.

L'enquête en Belgique a été confiée à Benoit Bouché<sup>86</sup>, qui a examiné les ouvrages d'histoire, de géographie, de lecture et de morale parmi les derniers parus et les plus répandus dans les écoles belges. À la lecture du compte rendu de Benoit Bouché, Jules Prudhommeaux constate des similitudes d'idées importantes entre la France et la Belgique qui justifient l'intégration de la France et de la Belgique dans un même chapitre du rapport final : "Leurs destinées, avant et pendant la guerre, ont été à ce point confondues, et leurs intérêts en face d'une débitrice de mauvaise foi sont tellement inséparables qu'il n'est pas surprenant que la littérature scolaire de nos voisins soit comme un prolongement de la nôtre. Avec les Belges, nous avons frémé de colère et d'indignation au jour de la neutralité violée; avec nous, ils ont souffert de la dévastation de nos plus belles provinces; leurs petits-enfants disent : 'Louvain, Ypres, Dixmude', tandis que les nôtres disent : 'Reims, la Marne, Verdun'"<sup>87</sup>. Toutefois, Jules Prudhommeaux regrette que l'enquête n'ait pas été étendue aux ouvrages de langue flamande : "Le patriotisme qui vibre à toutes les pages des manuels analysés par M. Benoit Bouché, est, au sens le plus réel du mot, un patriotisme à la française. Peut-on affirmer que l'impression serait exactement la même si l'on interrogeait dans ses manifestations les plus récentes la littérature scolaire flamingante ? De récents débats, dont la Belgique est encore déchirée, peuvent inspirer des doutes à cet égard. La question, en tout cas, mériterait une réponse, et nous ne l'oublierons pas"<sup>88</sup>. La seconde partie de l'enquête est finalement publiée en 1927 et réservée uniquement à l'usage des bibliothèques<sup>89</sup>. Edward Sneyers, inspecteur de l'enseignement primaire, y rédige le rapport sur "L'enseignement de l'histoire et la littérature scolaire d'après guerre en Belgique flamande"<sup>90</sup>.

### **III. Les résultats de l'enquête dans les manuels francophones**

Jules Prudhommeaux s'alarme particulièrement devant les résultats de l'enquête faite en Belgique francophone par Benoit Bouché. Il constate comme en France un même acharnement passionné contre l'Allemagne. Selon lui, les historiens et éducateurs se sont mis trop tôt au travail et ils ont gardé le goût amer de quatre années et demie d'occupation. "Ils auraient dû comprendre qu'ils n'avaient pas recouvré suffisamment cette maîtrise de soi qui est indispensable à l'historien, et plus encore, s'il est possible, à l'éducateur"<sup>91</sup>. Sont notamment pointés du doigt les ouvrages de Jean Van

---

86 Benoit Bouché est docteur en sciences économiques, directeur de l'école moyenne A de la Ville de Bruxelles et secrétaire général de l'Union belge d'éducation morale. Collaborateur à l'Institut de sociologie Solvay, il est l'auteur de divers ouvrages de morale et d'éducation : *La solidarité à l'école* (1908), *L'école hors de l'école* (1909), *Le problème de l'éducation et le socialisme* (1926).

87 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 21.

88 *Idem*, p. 22.

89 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2. JEAN-LOUIS CLAPARÈDE, *op.cit.*, p. 16.

90 EDWARD SNEYERS, "L'enseignement de l'histoire et la littérature scolaire d'après guerre en Belgique flamande", in *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 32-55.

91 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 62.

Mulders<sup>92</sup>, Adrien Glaesener<sup>93</sup> et Frans Van Kalken<sup>94</sup> ainsi que les “causeries frémissantes parfois d’une patriotique colère que M<sup>lle</sup> Perlès a consacrées pour l’édification des enfants de son pays à l’Histoire de la Grande Guerre”<sup>95</sup>. L’Allemagne est malmenée dans ces manuels pour sa “duplicité”, sa “répugnante barbarie”, ses crimes “indignes d’un peuple civilisé”, son invention odieuse de la répression collective en Belgique “froideusement organisée par le haut commandement, selon un plan longuement prémédité”. Tous ces crimes donnent lieu, selon le rapporteur de l’enquête belge, à d’impitoyables réquisitoires à la charge des “Vandales de la Germanie”<sup>96</sup>. Les auteurs belges sont donc classés parmi les plus mauvais élèves de l’enquête de la dotation Carnegie parce qu’ils sont “d’accord avec leurs collègues de l’Université française pour mettre sur le compte de l’Allemagne toutes les responsabilités, proches ou lointaines, dans le déchaînement du cataclysme”<sup>97</sup>. Les six ouvrages suivants sont spécialement mis au banc des accusés : le manuel d’histoire de Victor Mirguet et Charles Pergameni<sup>98</sup>, l’atlas-manuel de géographie de Léon Alexandre et C. De Nève<sup>99</sup>; les trois livres de lecture d’Alexandre Flament<sup>100</sup>; le livre de lecture de Frenay, Féron et Janssen<sup>101</sup>.

Le manuel d’histoire de Victor Mirguet<sup>102</sup> et Charles Pergameni<sup>103</sup> n’est pas un manuel inconnu sur le marché des livres scolaires. Il a déjà été avant la guerre l’objet de plusieurs

---

92 JEAN VAN MULDER, *Histoire de Belgique, pour les élèves du degré supérieur des écoles primaires*, Bruxelles, Office de publicité, 1921.

93 ADRIEN GLAESENER, professeur à Carlsbourg, *Grands faits de l’histoire universelle*, t. 2 : *Époque contemporaine*, Namur, Wesmael-Charlier, 1920.

94 FRANS VAN KALKEN, professeur à l’Université libre de Bruxelles, *Histoire de Belgique*, Bruxelles, J. Lebègue et Cie, 1920.

95 C. PERLÈS, directrice honoraire d’école communale à Bruxelles, *Histoire de la Grande Guerre racontée aux enfants belges (Causeries)*, Bruxelles, Office de publicité, 1919.

96 *Enquête sur les livres scolaires d’après guerre*, t. 1, p. 66-67.

97 *Idem*, p. 67.

98 VICTOR MIRGUET, directeur honoraire d’école normale et CHARLES PERGAMENI, ancien professeur à l’Université libre de Bruxelles et ancien professeur à l’école normale de Charleroi, *Aperçu de la vie et de la civilisation du peuple belge à travers les âges. Manuel d’histoire à l’usage des écoles normales, des écoles moyennes et des athénées*, Bruxelles, Office de publicité, 1919, 470 p.

99 LÉON ALEXANDRE, inspecteur principal et C. DE NÈVE, *Atlas-manuel de géographie, à l’usage de l’enseignement moyen et de l’enseignement normal*. Ouvrage conforme aux programmes officiels. Huitième édition, complètement mise à jour : *Europe*, Liège, H. Dessain, 1921, 108 p.

100 ALEXANDRE FLAMENT, inspecteur de l’enseignement primaire, *Fleurettes*, Bruxelles, Office de publicité, 1921; *Id.*, *Fleurs*, Bruxelles, Office de publicité, 1921; *Id.*, *Bouquets, livre de lecture à l’usage du degré supérieur des écoles primaires*, Bruxelles, Office de publicité, 1921.

101 L.-J. FRENAY, directeur d’école communale à Liège, I. FÉRON, directeur d’école communale à Liège et A. JANSSEN, inspecteur principal de l’enseignement primaire, *Lectures choisies, écoles primaires (degré supérieur)*, Liège, H. Desoer, 1921.

102 Pédagogue belge (1847-1931), il est successivement instituteur, régent, professeur de géographie, d’histoire, de pédagogie, de style et de diction; directeur de l’école normale de l’État à Huy (1883 à 1904); directeur-fondateur de l’école normale provinciale de Mons (1907 à 1910); directeur-fondateur de l’école normale froebélienne provinciale de Mons de 1911 à 1925. Rédacteur en chef de la revue pédagogique *L’École nationale* qui a pris après la guerre le nom d’*Éducation nationale*, il est aussi l’auteur de nombreux ouvrages classiques dont quelques-uns en collaboration avec Charles Pergameni.

103 Historien et géographe belge (1879-1959). Docteur en droit, en philosophie et lettres et en histoire. Il fut

éditions qui ont connu un certain succès<sup>104</sup>. Après le conflit, ce manuel s'est enrichi d'un chapitre XII intitulé "Aperçu de la guerre mondiale au point de vue belge, à l'usage des maîtres de l'enseignement, des élèves et des parents". Cette addition d'une quarantaine de pages a, semble-t-il, été accueillie favorablement, puisque l'ouvrage a été honoré du prix De Keyn de l'Académie royale de Belgique en sa séance du 3 mai 1920<sup>105</sup>. Ce qui choque au plus haut degré le rapporteur de l'enquête pacifiste est que cet ouvrage, loin de constituer un modèle du genre, est au contraire un pamphlet d'une rare violence contre l'Allemagne. "Cette frénésie dans l'exécration s'adresse à la totalité du peuple allemand, tenu pour indivisible – et pour incorrigible – dans le temps et dans l'espace"<sup>106</sup>. L'Allemagne industrielle et commerçante du temps de paix y est chargée d'autant de crimes que l'Allemagne belliqueuse du temps de guerre : "Même en temps de paix, ce peuple fit, sans trêve et sans arrêt, à tous les autres une guerre économique et commerciale acharnée. Toujours il les 'concurrença', et cela, par les procédés déloyaux qui lui sont familiers..."<sup>107</sup>.

Jules Prudhommeaux frémit surtout devant la haine éternelle que le manuel de Victor Mirguet et Charles Pergameni voue à la race allemande : "il n'existerait, selon nos auteurs, pour débarrasser le globe d'une race qui le déshonore, qu'une seule issue : l'extermination totale"<sup>108</sup>. En effet, la conclusion du livre est sans appel : "Le peuple allemand représenté par son hypocrite empereur, sa soldatesque brutale, ses prétentieux états-majors, ses universitaires solennels et pédants, son administration vétilleuse et tracassière, sa population civile tout à la fois niaise, arrogante et délatrice, ses femmes fonctionnaires impudentes et vénales, nous a révélé à tout jamais sa nature foncière. Nous l'avons vu sans voile : dissimulé, menteur et faux; goinfre et buveur; impitoyable et féroce; malpropre, indélicat et sans scrupule. (...) La jeunesse belge n'oubliera jamais les Barbares du XX<sup>e</sup> siècle : elle leur vouera la haine qu'ils ont méritée et se défiera toujours de ce peuple qui traita si impitoyablement la Belgique"<sup>109</sup>.

L'*Atlas-manuel de géographie* de Léon Alexandre et C. De Nève, lorsqu'il parle du peuple allemand, affecte d'abord de donner des informations de type scientifique sur les caractéristiques de la famille germanique à laquelle il appartient. Ces informations tombent très vite dans le racisme au sens le plus plat du terme : "La population [de l'Allemagne] appartient en majeure partie à la famille germanique, dont les représentants

---

professeur à l'ULB et à l'école normale de Charleroi. Président de la Société belge de géographie, il publia plusieurs manuels scolaires et de nombreuses études sur la ville de Bruxelles.

104 ALICE DUPUIS, *Étude sur les manuels d'histoire nationale destinés à l'enseignement primaire, moyen et normal (1793-1914)*, Liège, mém. lic. en philosophie et lettres ULG, 1957-1958, p. 143.

105 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 63.

106 *Idem*, p. 66.

107 VICTOR MIRGUET & CHARLES PERGAMENI, *op.cit.*, p. 399-402.

108 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 66.

109 VICTOR MIRGUET & CHARLES PERGAMENI, *op.cit.*, p. 424-425.

se caractérisent par l'initiative, l'esprit d'association, l'ardeur au travail, la ténacité dans les recherches patientes. Mais ils se sont toujours signalés à travers les âges par la cruauté, la perfidie, le mensonge et la violation des traités. Leur *Deutschland über alles*, qu'ils ne cessent aujourd'hui encore, dans leur défaite, de proclamer, dit bien le féroce égoïsme et l'insolent orgueil de la race. Et dire que, de nos jours, le monde entier ne jurait que par la culture allemande ! (...) Hors de la Société des Nations, les Allemands, ces criminels qui, au cours de l'histoire, ont toujours été les perturbateurs du Monde ! Ils doivent être rangés parmi les peuples incapables de se gouverner eux-mêmes et être mis en tutelle, à l'égal de leurs anciennes colonies de Nègres et de Papous" <sup>110</sup>. Le rapport de la dotation Carnegie révèle que cet extrait a fait scandale lorsqu'il a été lu par un délégué anglais "avec l'indignation que l'on devine", à la VII<sup>e</sup> conférence de l'Union des associations pour la Société des Nations à Vienne en juin 1923 <sup>111</sup>.

Les trois recueils de lectures d'Alexandre Flament contiennent sur l'héroïsme des Belges et les atrocités de l'occupation allemande de nombreux récits où l'Allemagne n'est pas ménagée. Le livre de lecture *Fleurs* réservé aux enfants du degré moyen, soit de huit à dix ans, loin de raconter des récits merveilleux, est en réalité truffé de contes cauchemardesques. Il contient notamment la fameuse "légende des mains coupées" issue directement de la propagande de guerre. La lecture s'intitule "Barbarie allemande et bonté belge" et est destinée à souligner auprès des enfants à quel point les procédés de guerre allemands étaient méprisables tandis que les soldats belges étaient trop bons pour faire preuve d'une pareille cruauté :

"(...) 'Qu'a donc le sergent ? dit un soldat du cimetière; il est muet comme une carpe.

Il a trouvé un trésor dans un sac allemand.

Un trésor !... sursaute Bovy, qui avait la tête baissée vers quelque chose d'informe. Le voici, le trésor !

Il ouvre un mouchoir ensanglanté, dans lequel sont les deux petites mains d'un enfant d'environ deux ans, coupées à hauteur du poignet... À cette vue, haine, indignation, dégoût, montent en bouillonnement affreux à la gorge des soldats, les étouffent : ils débordent de rage.

'- Ils ont plus de vice que le chacal, dit un fusilier.

C'est triste', murmure un autre, sourdement.

Et tous, en effet, retombés au silence, courbent la tête, comme salis par la honte de cette race à figure humaine. Le silence est rompu encore par un Borain, un ouvrier mineur.

'- Le premier prisonnier que je fais, s'écrie-t-il, je lui coupe les mains'.

Tout le monde approuve. Et néanmoins, le soldat belge est si grand de cœur et de bonté,

110 LÉON ALEXANDRE & C. DE NEVE, *Atlas-manuel de géographie, à l'usage de l'enseignement moyen et de l'enseignement normal. Europe*, Liège, H. Dessain, 1921. Cité d'après *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 68-69.

111 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 69.

qu'en face des Allemands suants de peur, ceux mêmes qui ont vu les petites mains coupées amènent leurs prisonniers à l'arrière, sans brutalité" <sup>112</sup>.

Ce thème des "enfants belges aux mains coupées" est celui qui eut le plus de succès et de retentissement politique pendant la guerre. Via d'émouvants récits, les bébés belges aux mains coupées furent utilisés à de multiples reprises par Emile Vandervelde et Jules Destrée dans leur tournée en Italie, pour persuader les Italiens d'entrer en guerre aux côtés des Alliés <sup>113</sup>. L'historien John Horne a mené des recherches détaillées sur ce thème et a conclu au caractère infondé de la rumeur. Il a étudié l'émergence de cette légende qui commence par la publication, vers la fin de 1914, de récits de mutilations diverses – dont des récits de mains coupées – pour aboutir en 1915 au thème plus précis d'enfants aux mains coupées. Ce thème joue "un rôle récapitulatif et symbolique pour une opinion publique qui essaie non seulement d'absorber l'impact des turbulentes premières semaines de la guerre mais aussi d'investir d'une signification plus profonde un conflit dont on commence à deviner la longueur" <sup>114</sup>. La légende possède elle-même ses variantes : récits d'enfants aperçus avec les mains emmaillottées, mains coupées pour en dérober plus facilement les bagues ou pire, mains trouvées dans un sac par un soldat. En l'occurrence le livre de lecture *Fleurs* reprend la variante de la légende à nos yeux la plus cruelle puisque elle tend à prouver que les Allemands ne se contentaient pas de couper des mains mais qu'ils les conservaient comme trophées ! John Horne note que cette légende participait clairement de la volonté alliée de jeter sur l'autre camp l'accusation de barbarie <sup>115</sup>. En définitive, l'enquête de la dotation Carnegie déplore que le fait que les auteurs de manuels soient devenus les 'caisses de résonance' de cette propagande : "En somme, des constatations qui précèdent et des témoignages qui les appuient, une conclusion se dégage : nos auteurs, avec une bonne foi certaine et des intentions infiniment respectables, ont voulu continuer auprès des enfants de la nation l'œuvre de sauvegarde et de réconfort moral que le service de propagande, durant la guerre, était chargé d'accomplir au profit de leurs pères" <sup>116</sup>.

Enfin, le livre de lecture de Frenay, Féron et Janssen est également placé au banc des accusés par l'enquête de la dotation Carnegie : "Sur 456 pages de texte, 50 sont consacrées

112 ALEXANDRE FLAMENT, *Fleurs, livre de lecture à l'usage des élèves du degré moyen des écoles primaires*. Nouvelle édition, Bruxelles, J. Lebègue et Cie, 1919, p. 119-120. (KBR : III 49.675 A). Nous n'avons pas retrouvé l'édition de 1921, mais nous imaginons qu'elle devait être très proche de celle de 1919.

113 ANNE MORELLI, *Principes élémentaires de propagande de guerre (utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède...)*, Bruxelles, Labor, 2001, p. 39.

114 JOHN HORNE, "Les mains coupées : 'atrocités allemandes' et opinion française en 1914", in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 171, 7.1993, p. 34. Pour une étude approfondie de la question, voir JOHN HORNE & ALAN KRAMER, *German atrocities, 1914 : a history of denial*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2001, 608 p.

115 JOHN HORNE, "Les mains coupées...", p. 45.

116 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 84.



à des récits sur la Grande Guerre. La conclusion, invariable, des auteurs est celle de tous les écrivains qui ont composé des recueils semblables : ‘Point de pitié pour les oppresseurs ! Enfants belges, n’oubliez pas !’<sup>117</sup>. Nous n’avons pas trouvé l’édition de 1921 dénoncée par l’enquête mais bien une nouvelle édition qui est tout aussi virulente<sup>118</sup>. Les textes du livre de lecture ayant la guerre comme thématique reprennent les moments clés de celle-ci. Mis bout à bout, ils constituent une sorte de roman-feuilleton, depuis le discours du roi Albert devant le Parlement le 4 août 1914 jusqu’à un poème célébrant la Belgique des temps nouveaux. Les scènes de massacres perpétrés par les Allemands dans les villes et villages de Belgique donnent lieu à un luxe de détails. Le texte relatant le sac d’Andenne est tiré de la série *Les villes meurtries de Belgique*. La partie de cette œuvre consacrée à la Wallonie a été rédigée par Jules Destrée<sup>119</sup>. S’il est parfaitement légitime de s’indigner face aux massacres commis par les troupes allemandes à Andenne, des stéréotypes viennent indéniablement se glisser au sein du texte : “Ailleurs, le massacre et le pillage reprennent. Dans leurs prairies, sous les arbres des vergers qu’ils avaient émondés, sur les terres qu’ils avaient labourées, les habitants sont groupés. On les mitraille, on les fusille, on les lacère de coups de baïonnette. Une sorte d’ivresse rouge s’est emparée des bourreaux. Ils s’acharnent, la hache haute sur les blessés pantelants”. Apparaît ensuite l’image odieuse et précise “d’un grand soldat roux, la figure balafrée d’une cicatrice. Il se précipite sur une femme qui serrait désespérément son enfant sur sa poitrine et fend, à coups de hache, la tête blonde du petiot...”<sup>120</sup>.

Non seulement l’Allemand utilise des armes blanches telles la baïonnette ou la hache, mais en outre il tue avec plaisir et “ivresse”, et choisit ses victimes : ainsi, il n’hésite pas à tuer des enfants en bas âge en les mutilant. Enfin, l’Allemand ressemble physiquement à l’ogre du Petit Poucet, à ‘l’affreux de service’ : il est roux et porte une large cicatrice. Si les manuels ne comportent pas, à notre connaissance, de gravures représentant les massacres, leurs auteurs puisent leur inspiration dans des ‘martyrologues’ qui n’hésitent pas à illustrer leurs propos<sup>121</sup>. Il est enfin à noter que certains de ces martyrologues sont même recommandés par les revues pédagogiques pour les distributions de prix en fin d’année<sup>122</sup>. Au terme de l’enquête, la dotation Carnegie rend un verdict sans appel :

---

117 *Enquête sur les livres scolaires d’après guerre*, t. 1, p. 154.

118 L.-J. FRENAY, I. FÉRON & A. JANSSEN, *Lectures choisies, à l’usage des écoles primaires (5e et 6e années d’études et classes du 4<sup>e</sup> degré), écoles moyennes (cours inférieur), écoles d’adultes*. Nouvelle édition, Liège, H. Desoer, [s.d.], 474 p. Ouvrage adopté par les Villes de Bruxelles, de Liège et de Gand. Cet ouvrage est adopté par le Conseil de perfectionnement de l’enseignement primaire et porté sur la liste des manuels classiques recommandés par le gouvernement (années 1921 à 1926). (KBR : FSL 1402 A.) Le manuel ne contient pas de précision de date mais une remarque en page 463 indique qu’il est postérieur à 1922.

119 JULES DESTREE, *Villes meurtries de Belgique. Les villes wallonnes*, Paris, Van Oest, 1917, 64 p.

120 L.-J. FRENAY, I. FÉRON & A. JANSSEN, *op.cit.*, nouvelle édition, Liège, H. Desoer, [s.d.], p. 427. (KBR : FSL 1402 A.)

121 Nous reproduisons dans cet article deux gravures représentant les atrocités allemandes tirées de l’ouvrage d’A. DU JARDIN, *Gabrielle Petit, l’héroïne nationale*, Anvers, Opdebeek, [s.d.], p. 33 et 465.

122 *L’Athénée* du 5-6.1928 fait ainsi l’éloge à la p. 63 de biographies de Gabrielle Petit.

beaucoup trop de livres scolaires, sous prétexte de fidélité au souvenir, en appellent en fait à la haine à l'égard de la nation allemande. Ces manuels ne constituent pas des exceptions isolées; au contraire, certains d'entre eux sont récompensés par l'Académie royale de Belgique ou par les autorités belges, quand ils n'utilisent pas des textes écrits par les hommes politiques eux-mêmes, dont un ancien ministre des Sciences et des Arts !



— 55 —

- Face au pacifisme, le refus de l'oubli.  
(FRANÇOIS MÉLAGE, *L'âme belge : poèmes pour le centenaire*, illustrations de Mabin, Carlsbourg, Éditions de la Revue belge de pédagogie, 1930, p. 55)

#### IV. Les résultats de l'enquête dans les manuels néerlandophones

Le rapporteur belge, Edward Sneyers, inspecteur dans l'enseignement primaire, fait la distinction entre trois catégories de manuels. Les manuels primaires réservés aux élèves du deuxième degré (enfants de huit à dix ans), ceux destinés aux élèves des troisième et quatrième degrés (enfants de dix à quatorze ans) et enfin ceux utilisés dans l'enseignement secondaire. Sur les sept manuels destinés à l'enseignement secondaire que le rapporteur a analysés, seul l'ouvrage de L. Pelzer<sup>123</sup> attire réellement son attention pour son haut degré d'animosité à l'égard de l'Allemagne. L. Pelzer consacre près d'un tiers de sa *Geschiedenis der Hedendaagsche Tijden* à l'histoire de la Grande Guerre : "L'auteur relate d'une manière très détaillée d'innombrables faits de guerre en Belgique, parmi lesquels les crimes des 'diabes sanguinaires' (p. 189) tiennent une grande, une trop grande place. (...) La lecture de toutes ces abominations ne peut qu'engendrer un patriotisme haineux, et il nous paraît regrettable que l'auteur, qui, dans son livre, se montre d'ailleurs un homme modéré et 'ami de la vérité' n'ait pas attendu un peu pour réviser son manuel. En 1919, année de la réédition de l'ouvrage en question, nous étions encore trop près du drame, et trop profondément troublés par lui, pour pouvoir le juger avec la sérénité d'esprit voulue"<sup>124</sup>. Pour le reste, le rapporteur constate bien dans un autre manuel<sup>125</sup> quelques envolées lyriques à l'égard des envahisseurs, mais elles sont contrebalancées par des jugements plus nuancés, notamment sur les origines de la guerre<sup>126</sup>. En revanche, la *Vlaamsch Nationale Geschiedenis* de L. Deman<sup>127</sup> est signalée par Edward Sneyers pour une tout autre raison : "Le titre même de l'ouvrage indique le but que l'auteur s'est proposé : essayer d'écrire l'histoire de la nation flamande. Il destine son livre à la jeunesse scolaire flamande, pour que celle-ci aspire à mieux connaître sa nationalité"<sup>128</sup>. Au chapitre du livre intitulé l'*État belge*, l'auteur évacue l'histoire de la Grande Guerre en quinze lignes non sans souligner la proportion massive de soldats flamands au front où ils eurent à porter "la plus lourde charge" et non sans regretter la conclusion au sortir de la guerre de l'alliance franco-belge<sup>129</sup>.

Dans les ouvrages destinés aux troisième et quatrième degrés de l'école primaire, Edward Sneyers est heureusement surpris de constater une grande modération dans l'exposé des faits de la Grande Guerre. Sur dix-sept manuels, huit ne font aucune mention des cruautés allemandes, six autres les renseignent sans le moindre commentaire, trois seulement "ont cru nécessaire de grossir les faits par des généralisations plus ou moins

123 LÉOPOLD PELZER, *Geschiedenis der Hedendaagsche Tijden*, Lier, Van In, 1919.

124 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 34-35.

125 LODEWIJK MERCELIS, *Vaderlandsche Geschiedenis*, Lier, Van In, 1920.

126 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 33-34.

127 L. DEMAN, *Vlaamsch-Nationale Geschiedenis*, Tiel, Lannoo, 1920.

128 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 36.

129 *Idem*, p. 36.

hasardeuses”<sup>130</sup>. Dans sa *Geschiedenis van België*, A.-F. Jacobs compare les troupes allemandes à des hordes barbares commettant des atrocités inhumaines et chassant devant elles la population épouvantée<sup>131</sup> tandis que W.F. Rondou et K. Mignon, dans leur *Atlas-Handboek van de Belgische Geschiedenis*, comparent les méfaits allemands aux ravages des invasions normandes<sup>132</sup>. C.-J. Mathieu, professeur à l'école normale de Carlsbourg, affirme dans son manuel que faire la guerre n'est rien d'autre pour les Allemands que martyriser, assassiner, incendier et piller : “*Oorlog voeren was voor hen niets anders dan martelen en moorden, branden en rooven. Duizenden onzer landgenooten, waaronder priesters, ouden van dagen, vrouwen en kinderen, werden onschuldig gefusilleerd...*”<sup>133</sup> Notons pour être complet que le manuel de Jean Van Mulders évoqué dans le premier volume de l'enquête possède son équivalent en néerlandais. Ce dernier ouvrage contient les mêmes passages germanophobes que son homologue francophone : “*Vandalenwerk. - Nauwelijks waren de veroveraars binnen onze grenzen, of brandende dorpen en steden, puinen en lijken van weerloze burgers, van vrouwen en kinderen toonden de wegen, die zij gevolgd hadden*”<sup>134</sup>.

À mesure que le public visé décroît en âge, il semble bien que le ton des manuels perde en modération. Sur les huit ouvrages destinés aux élèves du deuxième degré analysés par Edward Sneyers, trois seulement s'abstiennent de parler des cruautés allemandes. L'inspecteur belge en attribue partiellement la responsabilité à l'intitulé du programme de 1922 qui prévoit pour les élèves du deuxième degré des entretiens familiaux sur quelques faits saillants de l'histoire nationale parmi lesquels sept sur quinze se rapportent à la guerre<sup>135</sup>. En outre, la conclusion finale du programme recommande en supplément “*Quelques beaux récits relatifs à la guerre de 1914-1918 en Belgique*”<sup>136</sup>. Ainsi P.A. Cryns<sup>137</sup> n'hésite pas, en guise de beaux récits, à “conduire ses petits lecteurs au musée des horreurs” en proposant par exemple un texte sur la tuerie de Tamines ou un autre

---

130 *Idem*, p. 40.

131 A.-F. JACOBS, *Geschiedenis van België, voor den derden en den vierden graad der lagere scholen*, Lier, Van In, 1923, p. 127.

132 W.F. RONDOUT & K. MIGNON, *Atlas-Handboek van de Belgische Geschiedenis, voor den derden en den vierden graad der lagere scholen en voor den middelbare scholen*, Lier, Van In, 1922, p. 75.

133 C.-J. MATHIEU, leeraar aan de Normalschool van Carlsburg, *Geschiedenis van België, voor den derden en den vierden graad der lagere scholen*, Bruxelles/Namur, Procure van de Broeders; Liège, H.Dessain, 1923, p. 101.

134 JAN VAN MULDER, *Geschiedenis van België, voor de leerlingen van de hoogsten graad der lagere school, bewerkt naar het officieel programma van 1 Mei 1897*, Bruxelles, Office de publicité, 1920, p. 151. Lorsque Jan Van Mulders publie des ouvrages en français, il francise son prénom en Jean Van Mulders.

135 *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 37.

136 *Règlement et programmes-types des écoles primaires, suivis de la loi organique de l'enseignement primaire*, Namur, Wesmael/Charlier, Ministère des sciences et des arts. Administration de l'enseignement primaire, 1922, p. 49.

137 P.A. CRYNS, *Geschiedenis van België, voor de leerlingen van den middelgraad der lagere scholen*, Lier, Van In, 1923.

sur la petite martyre de Marchienne-au-Pont, Yvonne Vieslet, tuée pour avoir offert sa couque à un soldat français prisonnier des Allemands <sup>138</sup>.

Le résultat de l'enquête pour les manuels en néerlandais est en définitive mitigé, quoique le rapport conclue quand même largement à l'avantage des manuels modérés. C'est pourquoi le rapporteur termine sur une note d'espoir : "En résumé, nous pouvons dire que les auteurs des manuels d'histoire en langue flamande se sont généralement exprimés avec mesure et réserve. Les réquisitoires impitoyables de certains d'entre eux à la charge de leurs anciens ennemis disparaîtront des manuels à mesure que les plaies de la Grande Guerre se cicatriseront et que l'appel à la Paix sonnera plus haut" <sup>139</sup>.

### ***V. Les conséquences de l'enquête en Belgique***

Dans la circulaire du 26 décembre 1921 rendant effectif le projet d'enquête, le comité exécutif de la dotation Carnegie indiquait que "(...) les résultats de l'enquête seraient communiqués à la presse pédagogique des pays intéressés, aux autorités universitaires, aux commissions parlementaires de l'enseignement, aux grandes bibliothèques, aux écoles normales de tous les degrés, aux instituts pédagogiques nationaux et internationaux, aux associations professionnelles et corporatives, des membres du corps enseignant, à la Société des Nations, et à sa Commission de coopération intellectuelle internationale, etc." <sup>140</sup>. Pour la Belgique, nous savons que le premier volume (453 pages) de l'enquête, publié en 1923, a notamment été distribué à raison de deux exemplaires dans chaque athénée du pays. C'est ce qu'indique H. Piroton, un professeur d'athénée brugeois, dans le numéro de septembre 1926 de la revue *L'Athénée*. Hubert Piroton nous apprend en outre qu'E. Dony, le préfet des études de l'athénée de Liège, s'est également intéressé à l'enquête. Cependant, de manière générale, l'enseignant brugeois regrette qu'un trop petit nombre de professeurs belges se soient réellement penchés sur la question <sup>141</sup>. Le second volume de l'enquête publié en 1927 est alors uniquement destiné aux bibliothèques <sup>142</sup>.

Concernant les manuels incriminés, il est très instructif de suivre l'évolution d'éventuelles rééditions afin de savoir, pour les auteurs qui en auraient pris connaissance, s'ils ont tenu compte des critiques formulées par l'enquête. *L'Histoire de Belgique* de Jan Van

<sup>138</sup> *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 38-39.

<sup>139</sup> Edward Sneyers en est d'autant plus persuadé qu'il a effectué, à côté de son étude sur les manuels, une analyse de deux revues pédagogiques flamandes, *Het Schoolblad voor Vlaanderen* et *Het Vlaamsch Opvoedkundig Tijdschrift*, dont les numéros des cinq dernières années témoignent selon lui d'un généreux esprit de tolérance. *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 2, p. 42-43.

<sup>140</sup> *La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles...*, p. 58.

<sup>141</sup> *L'Athénée*, 9.1926, p. 6, col. 2.

<sup>142</sup> JEAN-LOUIS CLAPARÈDE, *op.cit.*, p. 16.

Mulders, dont nous n'avons trouvé que les exemplaires flamands, a été éditée en 1920 et rééditée en 1925<sup>143</sup>. Ce manuel a été critiqué par l'enquête pour son ardent patriotisme qui avait tendance à étouffer parfois la vérité et à rejeter systématiquement l'opprobre sur le peuple allemand. Dans l'édition de 1920, trente-huit pages sont consacrées à la guerre sur un total de cent septante-neuf, ce qui représente une proportion énorme de l'ouvrage. Sur deux mille ans d'histoire de Belgique, l'auteur consacre un peu plus d'un cinquième de son livre aux seules années de la Grande Guerre. En 1925, les mêmes trente-huit pages sont consacrées à la guerre sur un total de deux cent deux pages et les passages jugés excessifs par la commission n'ont pas été retirés.

Le manuel d'histoire de Victor Mirguet et Charles Pergameni<sup>144</sup> n'a, à notre connaissance, plus été édité après 1919. Même si nous ne disposons d'aucune information permettant d'élucider avec certitude cette non-réédition, nous doutons que l'enquête en soit à l'origine. Plusieurs éditions du manuel avaient déjà connu un certains succès avant guerre et ses auteurs étaient désormais très âgés<sup>145</sup>.

L'*Atlas-manuel de géographie* de L. Alexandre et C. De Nève, dans son édition néerlandophone de 1924, se contente d'une explication raccourcie sur les caractéristiques raciales de la population allemande. Il se borne à garder le début de la définition figurant dans l'édition de 1921 qui spécifie que les Allemands appartiennent en majeure partie à la famille germanique, dont les représentants se caractérisent par l'initiative, l'esprit d'association, l'ardeur au travail et la ténacité dans les recherches patientes<sup>146</sup>. Le passage qui avait fait scandale à Vienne l'année précédente, à l'occasion de la VII<sup>e</sup> Conférence de l'Union des associations pour la Société des Nations, a donc été retiré.

La réédition la plus proche dans le temps du recueil de lectures *Fleurs* d'Alexandre Flament que nous ayons trouvée date de 1934. Cette édition a été pour sa part complètement renouvelée. Il n'y reste plus que quelques textes pléthoriques sur la guerre sans aucun appel à la haine contre la nation allemande. Le seul texte un peu plus engagé s'intitule "Mourir oui, trahir non". Il raconte comment une paysanne française est morte pour ne pas trahir son pays durant la guerre de... 1870<sup>147</sup>.

143 JAN VAN MULDER, *Geschiedenis van België, voor de leerlingen van de hoogsten graad der lagere school, bewerkt naar het officieel programma van 1 Mei 1897*, Bruxelles, Office de publicité, 1920, 179 p.; JAN VAN MULDER, *gewezen schoolbestuurder te Laken-Brussel, Geschiedenis van België, voor de leerlingen van den derden en den vierden graad der lagere school, bewerkt naar het officieel programma van 1922*, Bruxelles, Office de publicité, 1925, 207 p.

144 VICTOR MIRGUET & CHARLES PERGAMENI, *op.cit.*

145 ALICE DUPUIS, *op.cit.*, p. 143.

146 LÉON ALEXANDRE & C. DE NÈVE, *Atlas-Handboek der Aardrijkskunde, ten gebruike van het middelbaar en normaal onderwijs opgesteld volgens de officieele programma's*. Nieuwe uitgave gansch bijgewerkt : Europa, Liège, H. Dessain, 1924, p. 60.

147 A. FLAMENT & C. GARCY, *Fleurs, livre de lecture à l'usage des élèves du degré moyen des écoles primaires*, Bruxelles, Office de publicité, 1934. Porté au catalogue officiel des ouvrages recommandés (cachet : Commission pour la révision des ouvrages classiques).

Il nous a par contre été impossible de comparer l'édition dénoncée du livre de lecture de Frenay, Féron et Janssen avec d'autres, puisque nous n'avons retrouvé qu'une édition postérieure<sup>148</sup>. Toutefois, l'enquête de la dotation Carnegie critique le fait que l'édition de 1921 contient une trop grande proportion de lectures – cinquante pages sur quatre cent cinquante-six – consacrées à la guerre. L'édition en notre possession, publiée entre 1923 et 1926, en contient cinquante sur quatre cent septante-quatre. Il est fort probable que ces pages sont identiques à celles de la première édition car elles présentent un haut degré de chauvinisme et de partialité. Si le manuel a été revu, ce n'est en tout cas pas dans le sens voulu par la dotation Carnegie. Ajoutons que le manuel n'a pas fait l'objet de mesures coercitives de la part du gouvernement puisque dans son intitulé, les auteurs du recueil mentionnent qu'il a été adopté par les Villes de Bruxelles, de Liège et de Gand, ainsi que par le Conseil de perfectionnement de l'enseignement primaire et porté sur la liste des manuels classiques recommandés par le gouvernement pour les années 1921 à 1926. En revanche, l'édition de ce livre de lecture parue dans les années 30 semble avoir pris en compte les critiques : elle a en effet considérablement réduit le nombre de lectures consacrées au conflit<sup>149</sup>.

Du côté des manuels néerlandophones pointés dans le second volume d'enquête, W.F. Rondou et K. Mignon n'ont pas supprimé en 1930 les propos dénoncés par la dotation Carnegie trois ans auparavant : ils vont toujours puiser leur inspiration dans le passé glorieux du peuple germain pour qualifier le comportement des Allemands en 1914 : “*Met drie woorden : moorden, branden en plunderen waren de wreedheden der Duitschers. Hun handelwijze herinnert ons de invallen der Noormannen*”<sup>150</sup>. De même, l'histoire de Belgique d'A.-F. Jacobs comporte toujours les passages critiqués dans son édition de 1930<sup>151</sup> comme dans celle de 1933 : “*(...) Namen viel eenige dagen later, en België werd door de barbaarsche horden overstroomd, die onmenselijke gruwelen pleegden en de verschrikte bevolking voor zich opjoegen*”<sup>152</sup>.

En conclusion, toutes ces données confirment bien les analyses réalisées à grande échelle sur les manuels scolaires belges francophones publiés durant l'Entre-deux-

148 L.-J. FRENAY, I. FERON & A. JANSSEN, *op.cit.*, nouvelle édition, Liège, H. Desoer, [s.d.], 474 p. (KBR : FSL 1402 A).

149 L.-J. FRENAY, I. FERON, A. JANSSEN, GEORGES LINZE & EDMOND DELSA, *Lectures choisies, à l'usage des écoles primaires (5e et 6e années d'études et classes du 4<sup>e</sup> degré), écoles moyennes (cours inférieur), écoles d'adultes*. Nouvelle édition revue et augmentée par Monsieur Georges Linze, Liège, Desoer, [s.d.], 412 p.

150 W.F. RONDOUT & K. MIGNON, *Atlas-Handboek van de Belgische Geschiedenis, voor den derden en den vierden graad der lagere scholen en voor den middelbare scholen*, Lier, Van In, 1932, p. 74

151 A.-F. JACOBS, *schoolbestuurder te Turnhout, Geschiedenis van België, voor den derden en den vierden graad der lagere scholen*, nagezien en merkelijk vermeerderd door J. Luytens, hoofdinspecteur, goedgekeurd en aanbevolen door de Onderzoekscommissie van het Katholiek Schoolverbond, Lier, Van In, 1930, p. 127.

152 A.-F. JACOBS, *Geschiedenis van België, voor den derden en den vierden graad der lagere scholen*, nagezien en merkelijk vermeerderd door J. Luytens, hoofdinspecteur, goedgekeurd en aanbevolen door de Onderzoekscommissie van het Katholiek Schoolverbond, Lier, Van In, 1933, p. 127.



• "Un cri d'horreur échappa de sa gorge serrée" (p. 39).





- “Vous avez massacré et torturé des civils innocents, des femmes et jusqu’à des petits enfants” (p. 474).

Les atrocités allemandes dans les livres offerts aux remises de prix.  
(A. DU JARDIN, *Gabrielle Petit, l'héroïne nationale*, Anvers, Opdebeek, s.d., 540 p.)

guerres. Ces études révèlent en effet que, sauf exception, les auteurs les plus virulents n'ont modéré leurs propos qu'après la circulaire ministérielle de Camille Huysmans de 1926, année durant laquelle l'Allemagne entre à la SDN tandis que les troupes belges quittent la Rhénanie. La première partie de l'enquête de la dotation Carnegie parue en 1923 n'a donc pratiquement produit aucun effet en Belgique, tout au plus a-t-elle ouvert la voie aux modifications futures. D'ailleurs, comme nous avons déjà eu l'occasion de le préciser précédemment, si la circulaire d'Huysmans efface les excès du nationalisme revanchard, elle n'entraîne nullement la disparation de toute forme de stigmatisation de l'Allemagne<sup>153</sup>. Du côté néerlandophone, l'enquête de la dotation Carnegie étant publiée fin 1927, c'est-à-dire plus d'un an après la circulaire ministérielle, il est difficile de mesurer son impact propre, d'autant qu'elle fut diffusée à une moins large échelle. D'après le rapporteur belge, les milieux scolaires flamands semblent plus enclins à un discours modéré à l'égard de l'Allemagne et Edward Sneyers ne doute pas que les réquisitoires de certains auteurs finiront par disparaître avec le temps. Une étude systématique des manuels utilisés en Flandre reste à faire, mais notre coup de sonde effectué dans les manuels néerlandophones révèle que dans au moins deux cas dénoncés par l'enquête, les vœux formulés par Edward Sneyers n'ont pas été exaucés rapidement.

## ***VI. La révision d'un manuel belge sous les auspices de la Société des Nations***

Dès la création de la Société des Nations, certains groupements nationaux commencent à demander à cette organisation d'inclure la révision des manuels scolaires dans ses activités régulières. En 1924, le représentant de l'Espagne, M. Casarès, propose à la Commission internationale de coopération intellectuelle un programme constructif de révision des manuels sur le plan international. La procédure envisagée repose sur l'intervention des commissions nationales de coopération intellectuelle créées dans les pays membres de la Société des Nations. Toute commission nationale qui relève dans un manuel étranger un passage litigieux peut le signaler à la commission nationale du pays en cause et proposer en même temps la rectification qui lui semble souhaitable. La procédure repose sur le principe de "bonne volonté", c'est-à-dire qu'il appartient à la commission nationale saisie d'une telle plainte de décider des mesures à prendre. Libre à elle d'entamer ou pas des contacts avec la commission nationale requérante pour négocier. Si des résultats sont obtenus, ils sont portés à la connaissance de la commission nationale qui a demandé une rectification et à la Commission internationale de coopération intellectuelle. Toutes les demandes de rectification doivent porter exclusivement sur des faits et ne doivent pas s'immiscer dans des questions religieuses, morales, politiques ou personnelles, ce qui réduit sensiblement la sphère révisable des manuels. La résolution Casarès est adoptée en 1926 par la Commission

<sup>153</sup> CHRISTOPHE BECHET, *op.cit.*; SOPHIE CONVENT, *op.cit.*

internationale de coopération intellectuelle, le conseil et l'assemblée de la Société des Nations <sup>154</sup>.

De 1926 à 1930, la 'procédure Casarès' n'est appliquée que trois fois. Deux plaintes sont adressées à la commission nationale française. Elles ont toutes deux trait à des manuels français de géographie. La première émane de la commission nationale espagnole et la seconde de la commission nationale hongroise. Dans le premier cas seulement, l'auteur supprime les passages incriminés. Le troisième cas nous intéresse particulièrement, car il concerne des négociations entre la commission nationale belge et la commission nationale allemande au sujet d'un manuel d'histoire belge jugé trop agressif à l'égard de l'Allemagne. Le rapport d'activité de l'Institut international de coopération intellectuelle rapporte les négociations de la manière suivante : "En automne 1930, la Commission nationale allemande s'est adressée à la Commission nationale belge au sujet de la 6<sup>e</sup> édition d'un manuel d'histoire élémentaire de Belgique. La Commission nationale belge a répondu en envoyant la 7<sup>e</sup> édition et en demandant à la Commission nationale allemande si les changements apportés par l'auteur lui donnaient satisfaction. La Commission nationale belge priait la Commission nationale allemande, pour le cas où, après examen de cette édition, elle maintiendrait ses protestations, de retourner le livre en soulignant ce qui lui paraîtrait contraire à la vérité historique. La Commission nationale allemande n'a pas encore donné de réponse à cette lettre" <sup>155</sup>.

Le rapport d'activité ne spécifie ni le titre, ni l'auteur du manuel visé. Par conséquent nous avons cherché aux alentours des années 30 un manuel d'histoire réservé aux écoles primaires qui aurait été édité pour la sixième fois, ce qui suppose un certain succès de diffusion. Sauf erreur de notre part, un seul présente ces caractéristiques : *L'année élémentaire d'histoire de Belgique* d'Émile Meunier, inspecteur dans l'enseignement primaire, ouvrage édité pour la sixième fois en 1927 <sup>156</sup>. L'adjectif "élémentaire" présent dans le titre est d'ailleurs repris dans les résultats de l'enquête pacifiste, ce qui confirme le résultat de nos investigations. La réclamation allemande n'a pas frappé au hasard car le "Meunier" est une véritable institution de la littérature scolaire belge. Édité à deux reprises avant le premier conflit mondial <sup>157</sup>, il est devenu une référence pour de

---

154 *La réforme des manuels scolaires et du matériel d'enseignement. Comment les mettre au service de la compréhension internationale*, Paris, Unesco, 1949, p. 18-19; *La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles...*, p. 14-21.

155 *La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles...*, p. 23.

156 ÉMILE MEUNIER, inspecteur principal honoraire, *L'année élémentaire d'histoire de Belgique, à l'usage des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés des écoles primaires. Aperçu intuitif de la vie des Belges à travers les siècles*. 6<sup>e</sup> édition mise au courant des derniers travaux historiques, Tamines, Duculot-Roulin, 1927, 374 p.

157 E. PONTHOT, inspecteur principal du ressort de Charleroi et É. MEUNIER, inspecteur cantonal à Binche, *L'année élémentaire d'histoire de Belgique, à l'usage du degré supérieur des écoles primaires. Aperçu intuitif de la vie des Belges à travers les siècles*, Tamines, Duculot-Roulin, 1911, 264 p.; *Idem*, 2<sup>e</sup> édition augmentée de nombreuses gravures, d'un synopsis et d'un questionnaire, Tamines, Duculot/Roulin, 1913, 318 p.

nombreux instituteurs de l'Entre-deux-guerres<sup>158</sup>, à tel point qu'une dixième édition est encore parue en 1950<sup>159</sup> ! Il est en effet remarquable qu'un tel 'classique' n'ait pas respecté les recommandations formulées par Camille Huysmans l'année précédente et continue à véhiculer en 1927 des anecdotes rocambolesques sur l'invasion allemande. La septième édition dudit manuel, publiée en 1930<sup>160</sup>, présente des changements importants par rapport à la sixième. Le paragraphe de la sixième édition intitulé "barbarie allemande en Belgique" est celui qui a fait l'objet du plus grand nombre de modifications. Dans l'édition de 1930, il a été réduit de moitié et porte désormais le titre pudique "Les Allemands en Belgique". Nous reproduisons ci-dessous certains des passages incriminés de la sixième édition et plaçons en parallèle la version modifiée de la septième édition. Nous soulignons les passages qui ont été supprimés ou modifiés :

Sixième édition (1927)	Septième édition (1930)
<p><b>II.- La Barbarie allemande.</b></p> <p>Les Allemands, <u>qui longtemps se sont crus</u> définitivement victorieux, violèrent <u>sans scrupule</u> les lois de la guerre et de l'humanité. <u>'Tout acte, écrivait le major von Disfurth, de n'importe quelle nature, commis par nos troupes dans le but de battre, décourager ou détruire leurs ennemis, est un acte courageux, une bonne action pleinement justifiée'. Et il ajoutait : 'La plus commune, la plus laide pierre placée pour marquer la tombe d'un soldat allemand est un monument plus glorieux, plus vénérable que toutes les cathédrales de l'Europe ensemble.'</u></p> <p><u>Ces sentiments barbares, étroits et aveugles, partagés d'ailleurs par toute la Germanie, devaient nécessairement conduire aux conséquences les plus odieuses.</u></p> <p><b>1. Pillage.-</b> Partout où ils ont passé (<i>sic</i>), nos ennemis ont pillé méthodiquement : les caves ont été vidées, les coffres-forts éventrés</p>	<p><b>2. Les Allemands en Belgique.</b></p> <p>Les Allemands, <u>qui se croyaient, surtout au début</u>, définitivement victorieux, violèrent <u>souvent</u> les lois de la guerre et de l'humanité.</p> <p><b>1. Pillage.-</b> Partout où ils ont passé (<i>sic</i>), nos ennemis ont pillé méthodiquement : les caves ont été vidées, les coffres-forts éventrés et des sommes considérables dérobées; une grande quantité d'argenterie, de bijoux, de tableaux, d'objets d'art, de meubles, de pendules, de pianos, de linge, etc., ont été également enlevés pour être dirigés vers la frontière. (p. 335)</p>

158 Dans son conte sur le métier d'instituteur en Wallonie à l'époque, Roger Foulon range ce manuel parmi les "bréviaires" de la leçon d'histoire. ROGER FOULON, *Le maître d'école*, Bruxelles, Paul Legrain, 1985, p. 75-77.

159 ÉMILE MEUNIER, *Histoire de Belgique, à l'usage des 3e et 4e degrés des écoles primaires et des sections préparatoires de l'enseignement moyen. Aperçu intuitif de la vie des Belges à travers les siècles*. 10<sup>e</sup> édition revue par Grumiau, Tamines, Duculot-Roulin, 1950, 383 p.

160 ÉMILE MEUNIER, *L'année élémentaire d'histoire de Belgique, à l'usage des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés des écoles primaires. Aperçu intuitif de la vie des Belges à travers les siècles*. 7<sup>e</sup> édition mise au courant des derniers travaux historiques, Tamines, Duculot-Roulin, 1930, 382 p.

<p>et des sommes considérables dérobées; une grande quantité d'argenterie, de bijoux, de tableaux, d'objets d'arts, de meubles, de pendules, de pianos, de linge, etc., ont été également enlevés pour être dirigés vers la frontière. (p. 329-330)</p>	
---	--

Dans ce passage de la sixième édition, nous distinguons clairement un des éléments essentiels que la dotation Carnegie reprochait aux manuels belges et français juste après la guerre : le manque de rigueur scientifique. L'auteur reproduit les paroles d'un officier allemand sans en citer la provenance : "Une déclaration aussi cynique, pour être croyable, doit apporter avec elle la preuve de son authenticité"<sup>161</sup>. Le passage qui suit a, quant à lui, presque été complètement transformé :

<p><u>2. Atrocités.- Ce fut surtout au début des hostilités que leurs instincts de férocité ne connurent plus de bornes. Ils massacraient les civils pour le plaisir de tuer ou pour terroriser les populations; parfois, ils fusillaient les gens qui tentaient de sortir de leurs habitations et brûlaient vives les personnes réfugiées dans les caves; un enfant eut les deux mains tranchées pour n'avoir pas su indiquer à un chef la route de Gand. Deux jeunes gens, qui regardaient arriver les uhlands, furent pris au passage et, les bras liés, ils durent courir entre les chevaux galopants; les malheureux eurent les genoux littéralement usés et moururent au milieu d'horribles souffrances. Près d'Anvers, une pauvre femme suppliait d'épargner son mari, seul soutien de 8 enfants; l'officier ordonna de tuer 5 de ces derniers, puis il dit à la mère éplorée 'maintenant, vous n'avez plus que 3 enfants; le problème est résolu'. Visé subit le traitement le plus odieux; de nombreux habitants fusillés furent même hideusement redressés contre les murs d'un hameau en feu. 155 personnes ont été assommées à Aerschot (19 et 20 août 1914). À Tamines (22 août 1914), on réunit sur la place St-Martin, 550 hommes (note de bas de page : 384 personnes furent massacrées)</u></p>	<p><b>2. Populations fauchées.-</b> <u>Après un désastreux bombardement, la ville de Visé se vit livrée au pillage et aux flammes.</u> De nombreux habitants fusillés furent même redressés contre les murs d'un hameau en feu. 155 personnes ont été tuées à Aerschot (19 et 20 août 1914). À Tamines (22 août 1914), on réunit sur la place Saint-Martin, 550 hommes environ (note de bas de page : 384 personnes furent massacrées); une double fusillade les faucha; à coups de crosse et de baïonnette, on obligeait les survivants à se relever pour subir le sort commun; les soldats allèrent jusqu'à parcourir cette jonchée de cadavres et de corps étendus, pour achever les blessés ou abattre les escapés (<i>sic</i>). Dinant compta 700 victimes, Ethe eut à déplorer 217 martyrs et Andenne, 260. À Louvain, 209 personnes furent massacrées dans le cours d'une soirée, etc. (p. 335-336)</p>
--	--

<sup>161</sup> *Enquête sur les livres scolaires d'après guerre*, t. 1, p. 107.

<p>environ; une double fusillade les faucha; à coups de crosse et de baïonnette, on obligeait les survivants à se relever pour subir le sort commun; les bourreaux allèrent jusqu'à parcourir cette jonchée de cadavres et de corps étendus, pour achever les blessés ou abattre les escapés (<i>sic</i>). Dinant compta 700 victimes, Ethe eut à déplorer 217 martyrs et Andenne, 260. À Louvain, 209 personnes furent massacrées dans le cours d'une soirée, etc.</p> <p><u>Les farouches Teutons ne respectaient même pas les soldats blessés, qui ne sont cependant plus des combattants. 'Nous assomons et transperçons les blessés, écrit un sous-officier; là, est couché de tout son long un ennemi, face contre terre; mais il fait le mort : le coup de pied d'un robuste fusilier lui apprend que nous sommes là. À côté de moi, j'entends des craquements singuliers; ce sont des coups de crosse qu'un soldat assène vigoureusement sur le crâne d'un adversaire'. (p. 330-331)</u></p>	
--	--

Chaque paragraphe du manuel est accompagné d'une morale, d'une réflexion permettant à l'enfant d'être 'guidé' dans son jugement après l'exposé des faits. Le remaniement de la réflexion clôturant le paragraphe sur les massacres commis par les troupes allemandes en 1914 laisse bien transparaître les reproches dont le manuel a fait l'objet. Dans l'édition de 1927, Emile Meunier se borne à inviter les enfants à ne jamais oublier les leçons de la guerre. Dans l'édition de 1930, sa réflexion est beaucoup plus longue. Conformément aux instructions ministérielles, il demande d'abord aux enfants de ne pas éprouver de haine envers les Allemands. Cependant Émile Meunier reprend d'une main ce qu'il concède de l'autre : "N'oublions jamais les terribles leçons de la guerre. Certes, il est noble de n'entretenir ni haines, ni rancunes à l'égard de la nation allemande. 'Il ne faut point, dit Jean Aicard, haïr l'homme mauvais et que, d'ailleurs, le cri de notre haine ne ferait qu'exaspérer, il faut haïr seulement le mal qui est en lui – pour mieux parvenir à le vaincre'. Toutefois, ce beau sentiment n'empêche pas d'exalter les soldats de Liège, de Haelen, d'Anvers, de Namur et de l'Yser; leurs faits d'armes sont, au demeurant, un titre d'éternel orgueil ayant été accomplis au service d'une sublime cause : le maintien d'une indépendance si chèrement conquise par nos aïeux"<sup>162</sup>. Cette réflexion finale résume à elle seule le sentiment d'angoisse qu'éprouvent certains éducateurs belges à l'idée d'une

<sup>162</sup> ÉMILE MEUNIER, *L'année élémentaire d'histoire de Belgique...*, 7<sup>e</sup> éd., Tamines, Duculot/Roulin, 1930, p. 337.

révision des manuels. Consciemment ou pas, de nombreux auteurs belges se demandent en effet si le fait d'atténuer la férocité des Allemands en 14-18 ne risque pas du même coup de diminuer le prestige de la "petite Belgique héroïque et martyre".

Nous sentons bien que les transformations opérées dans l'ouvrage n'ont pas été faites de gaieté de cœur par l'auteur, qui n'a même pas daigné revoir la structure de son texte et s'est borné à supprimer les éléments les plus outranciers. D'ailleurs, il ne se prive pas au passage de certaines formules acides. Dans le paragraphe consacré au traité de Versailles, l'élève apprendra par exemple que "le 28 juin 1919, l'orgueilleuse Germanie accepta le traité de Versailles"<sup>163</sup>. Nous n'avons malheureusement pas trouvé de documents rapportant des négociations ultérieures entre la Belgique et l'Allemagne au sujet du manuel révisé d'Émile Meunier, mais nous doutons sincèrement que de semblables extraits aient été approuvés en deuxième lecture par la commission de coopération allemande. Quoi qu'il en soit, si des remarques allemandes ont encore été formulées à l'encontre de l'édition révisée du "Meunier", elles n'ont pas été suivies d'effets car le chapitre consacré à la guerre 14-18 dans la huitième édition publiée en 1932 est entièrement identique à la version de 1930<sup>164</sup>.

## ***VII. La grogne du Comité national belge des sciences historiques***

Le choix fait par la Belgique d'intégrer après la guerre 14-18 les rangs des organisations internationales mène tout naturellement les élites du pays à modérer progressivement la rhétorique nationaliste qu'ils avaient pu adopter par le passé, sans pour autant l'abandonner totalement. Comme nous l'avons démontré, ce changement se traduit dans le champ politique de l'Entre-deux-guerres par un discours combinant subtilement accents pacifistes et intonations cocardières. Un tel processus s'opère également dans le champ historiographique belge<sup>165</sup>. Nonobstant les relations épistolaires entre historiens de différents pays qui n'ont jamais cessé d'exister, la tenue de grands congrès internationaux où les historiens peuvent échanger leurs idées, est un phénomène relativement nouveau au sortir de la guerre. Il ne remonte en effet tout au plus qu'à une dizaine d'années si l'on tient compte de l'intermède 14-18. Le premier Congrès international des sciences historiques, tenu à Paris en 1900, est du reste de taille assez modeste. Sont ensuite organisés à une plus grande échelle les congrès de Rome (1903), de Berlin (1908) et de Londres (1913). La guerre vient stopper net cette dynamique.

---

<sup>163</sup> *Idem*, p. 329.

<sup>164</sup> ÉMILE MEUNIER, *L'année élémentaire d'histoire de Belgique, à l'usage des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés des écoles primaires. Aperçu intuitif de la vie des Belges à travers les siècles*. 8<sup>e</sup> édition mise au courant des derniers travaux historiques, Tamines, Duculot/Roulin, 1932, 382 p.

<sup>165</sup> MARNIX BEYEN, *Oorlog en verleden, Nationale geschiedenis in België en Nederland, 1938-1947*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2002, p. 60.

La première grande réunion internationale d'historiens tenue après le conflit est le V<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques, mis sur pied à Bruxelles en 1923. Cette rencontre constitue véritablement le point de départ de la création d'une organisation historique internationale dotée d'un bureau permanent, le Comité international des sciences historiques. Le rôle tenu par l'historien belge Henri Pirenne au cours de ce congrès est important. Il y fait une contribution remarquable sur la pertinence de la méthode comparative en histoire comme facteur de paix entre les nations et est choisi par ses confrères pour présider la commission de préparation du futur Comité international des sciences historiques<sup>166</sup>. Pirenne, qui est marqué par sa déportation pendant la guerre et l'occupation allemande en Belgique, s'affiche après le conflit comme un internationaliste convaincu. Toutefois, son internationalisme est tempéré par sa rupture définitive avec nombre de ses confrères allemands. Il s'oppose notamment à la présence à Bruxelles d'historiens représentant les puissances centrales. Il partage cette opinion avec la majorité des historiens présents au V<sup>e</sup> Congrès, à l'exception notoire de ses collègues américains. Dès lors, c'est en l'absence totale d'historiens germanophones que Pirenne se prononce, dans son exposé sur la méthode comparative, en faveur d'une "République internationale" de la recherche historique, ce qui est assez paradoxal. Ces mêmes historiens germanophones ne seront d'ailleurs pas non plus invités à intégrer le Comité international des sciences historiques créé en 1926, et ils seront encore absents au VI<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques tenu à Oslo en 1928. À bien des égards, l'on peut parler chez Henri Pirenne d'une dynamique internationale 'avortée' dès le départ par ses positions tranchées à l'égard des historiens allemands<sup>167</sup>.

Cet apparent paradoxe procède-t-il, comme certains l'ont prétendu, d'un anti-germanisme rabique de la part de Pirenne, qui aurait été à jamais marqué par sa déportation en Allemagne et la mort de son fils sur le champ de bataille ? Peter Schöttler nuance cette assertion. L'opposition de Pirenne ne procède pas tellement d'une haine de l'Allemagne qu'il aurait développée pendant sa captivité, mais plutôt de la difficulté de trouver à l'époque des historiens germanophones qui ne soient pas des représentants attitrés du 'pangermanisme' ou de ses avatars<sup>168</sup>. D'ailleurs, les congressistes de Bruxelles ne remettent pas vraiment en question la conception d'une histoire "nationalement centrée"; ils souhaitent surtout insister sur le fait "qu'en éclaircissant les motifs et les idées qui inspirent les nations, les historiens font du moins disparaître les amertumes superflues et les haines excessives". Dans la droite ligne de cette volonté de collaboration

166 *The International Congress of Historical Sciences, held at Brussels* (8 au 15 avril 1923). Reprinted from *The American Historical Review*, 7.1923 (28<sup>e</sup> année) n° 4.

167 JO TOLLEBEEK, "Au point sensible de l'Europe : Huizinga en Pirenne", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1996 (74<sup>e</sup> année), p. 421-422.

168 PETER SCHÖTTLER, "Henri Pirenne face à l'Allemagne de l'après-guerre ou la (re)naissance du comparatisme en histoire", in SERGE JAUMAIN, MICHAËL AMARA, BENOÎT MAJERUS & ANTOON VRINTS (dir.), *op.cit.*, p. 509-510.





### VIANDE DE BOCHERIE

L'ÉCOLIER - *Un cochon plus un cochon ça fait deux cochons.*

- L'Allemand est souvent représenté comme un homme sadique mais aussi parfois comme un gros balourd ridicule. Un livre à colorier pour enfant édité par la Ligue du souvenir représente par exemple un énorme soldat allemand en train de baver devant une vitrine de boucher où se trouve une grosse tête de cochon tandis qu'un écolier regarde la scène d'un œil amusé en calculant sur son ardoise : "un cochon plus un cochon ça fait deux cochons !". La légende du livre précise : "Viande de Bocherie".

(ROMÉO DUMOULIN, *Rigolboche. La Belgique pendant l'occupation, 1914-1918. Album à colorier (douze dessins originaux)*, Bruxelles, Ligue nationale du souvenir, s.d., planche n° 3)

générale, le bureau du congrès de Bruxelles se constitue donc en Comité provisoire en 1924, pour étudier la future organisation d'une association internationale d'historiens établie sur des bases plus larges. Henri Pirenne est nommé président de ce Comité provisoire. Le Comité international des sciences historiques voit officiellement le jour deux ans plus tard, au cours d'une réunion à Genève en mai 1926<sup>169</sup>. À l'automne 1931, pour représenter la science historique belge dans les relations internationales et surtout pour répondre aux demandes du CISH, un Comité national belge des sciences historiques est créé<sup>170</sup>. Début 1932, alors qu'il vient à peine d'être constitué, le comité belge est sollicité pour participer à une Conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire. Cette conférence cherche à créer un pont entre historiens et pédagogues. Elle entend en effet grouper toutes les associations qui s'intéressent à la question de l'enseignement de l'histoire : historiens, professeurs, instituteurs, moralistes, pacifistes. "Il s'agit non pas d'éliminer de l'enseignement historique l'esprit national, mais tout parti pris national, toute déformation tendancieuse des faits, tout esprit d'hostilité contre les peuples étrangers. Il s'agit de faire passer, à travers les cadres nationaux d'éducateurs, un courant de vie internationale"<sup>171</sup>. Une réunion préparatoire a lieu en février 1932 à Paris, à l'Institut international de coopération intellectuelle<sup>172</sup>. La première session de la CIEH suit à La Haye du 30 juin au 2 juillet 1932<sup>173</sup>. Frans Van Kalken<sup>174</sup> figure parmi les assesseurs du bureau de la CIEH, en qualité de représentant belge de la Commission

169 *The International Congress of Historical Sciences, held at Brussels...*; *Bulletin of the International Committee of Historical Sciences*, n° 1, 10.1926, p. V-VI.

170 Le Comité national belge des sciences historiques a pour membres les organismes suivants : la Commission royale d'histoire, la Commission royale des anciennes lois et ordonnances, la Fédération historique et archéologique de Belgique, la Société des Bollandistes, la section d'histoire de la Société pour le progrès des études philologiques et historiques, l'*Afdeeling Geschiedenis van de Zuidnederlandsche Maatschappij voor Taalkunde en Geschiedenis*, le groupe des titulaires d'un enseignement historique au sein de chacune des universités de Bruxelles, Gand, Liège et Louvain, le groupe des titulaires d'un enseignement historique au sein des Facultés de philosophie et lettres annexées au collège N.D. de la Paix à Namur et au collège Saint-Louis à Bruxelles, ces deux facultés réunies étant mises sur le même pied que l'une des universités précitées. *Bulletin of the International Committee of Historical Sciences*, n° 19, 5.1933, p. 508.

171 *Bulletin of the International Committee of Historical Sciences*, n° 18, 2.1933, p. 202-203.

172 Le gouvernement français offre, le 24 juillet 1924, de créer à Paris un Institut international de coopération intellectuelle afin de procurer à la Commission internationale de coopération intellectuelle créée en 1922 au sein de la SDN, l'argent, les locaux nécessaires et les moyens d'étude et d'action qui lui font défaut. Cet institut doit constituer l'instrument exécutif de la SDN dans le domaine des échanges culturels entre nations mais il acquiert dès le début sa propre autonomie. Ses présidents sont successivement Paul Painlevé et Édouard Herriot, ses directeurs Julien Luchaire (jusqu'en 1931) et Henri Bonnet (de 1931 à 1945). En 1946, l'IICI est intégré à l'UNESCO. *La Société des Nations et la Coopération intellectuelle*, Genève, Secrétariat de la Société des Nations, Section d'information, 1927, p. 45; MARIA-CRISTINA GIUNTELLA, *op.cit.*, p. 166.

173 Suite à cet événement, décision est prise de transformer la CIEH en un organisme permanent, de tenir des sessions tous les deux ans et de publier un bulletin intitulé *Bulletin trimestriel de la Conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire*, Paris. Deux numéros à peine sont publiés en 1933.

174 Historien belge (1881-1961), professeur et conservateur en chef de la bibliothèque de l'ULB. Outre des ouvrages scientifiques comme *La fin du régime espagnol au Pays-Bas* (1907) ou *Histoire du royaume des Pays-Bas et de la révolution belge de 1830* (1910), il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages d'histoire à l'usage de l'enseignement primaire.

pour l'enseignement de l'histoire du CISH. Le professeur bruxellois rédige pour la session de La Haye un rapport intitulé "L'Enseignement de l'Histoire en Belgique et le développement de l'Esprit de compréhension mutuelle entre les peuples" au nom du Comité national belge des sciences historiques<sup>175</sup>. Ce rapport est très instructif pour cerner la position des milieux universitaires belges concernant l'insertion de la morale internationale dans l'enseignement de l'histoire.

Mais revenons quelque peu en arrière. Dès le départ, l'annonce de la CIEH suscite des tensions entre pédagogues et historiens. Un débat surgit entre autres entre le pédagogue suisse Jean-Louis Claparède, auteur d'un livre fort remarqué sur l'enseignement de l'histoire<sup>176</sup>, et l'historien français Michel Lhéritier, secrétaire général du CISH. Les deux hommes ne parviennent pas à tomber d'accord sur la place à accorder à la pédagogie dans l'enseignement de l'histoire. En particulier, Michel Lhéritier refuse de reconnaître que la révision des manuels scolaires relève uniquement de l'éducation morale et n'incombe selon cette logique qu'aux pédagogues au détriment des historiens. L'historien formule en partie sa critique dans sa correspondance avec Jean-Louis Claparède et dans la préface qu'il réalise de son livre<sup>177</sup>. Suite à la session de La Haye de la CIEH, le CISH, via sa propre Commission pour l'enseignement de l'histoire, remet lui-même remis un avis très mesuré sur les possibilités de collaboration entre historiens et pédagogues<sup>178</sup>. Dans ce débat, il semble bien que le Comité national belge des sciences historiques, via son rapporteur, choisisse naturellement le camp des historiens. Ainsi, dans son rapport, Frans Van Kalken se fait l'écho de la polémique et manifeste son soutien à Michel Lhéritier<sup>179</sup>.

Le texte du "rapport Van Kalken" est approuvé à l'unanimité par le bureau du Comité national belge des sciences historiques. Étant donné la composition très 'académique' de ce bureau<sup>180</sup>, le rapport est une source de première main pour connaître la conception du monde universitaire belge sur l'enseignement de l'histoire dans l'Entre-deux-guerres. Sur la question de l'objectivité des manuels, le texte déclare que les milieux historiques belges sont unanimes pour épouser le mouvement mondial en faveur du culte de la

---

175 FRANS VAN KALKEN, "L'enseignement de l'histoire en Belgique et le développement de l'esprit de compréhension mutuelle entre les peuples", in *Bulletin international pour l'enseignement de l'histoire*, n° 2, 1933, p. 32-57.

176 JEAN-LOUIS CLAPARÈDE, *L'enseignement de l'histoire et l'esprit international*, Paris, Bureau français d'éducation, 1929, 61 p.

177 MARIA-CRISTINA GIUNTELLA, *op.cit.*, p. 181-182.

178 *Bulletin of the International Committee of Historical Sciences*, n° 16, 9.1932, p. 552-553.

179 FRITZ QUICKE, "Un rapport belge sur l'enseignement de l'histoire", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 4-6.1932, p. 894

180 Le bureau du Comité est composé de M.M Pirenne, professeur honoraire à l'université de Gand; Leclère, professeur à l'Université libre de Bruxelles; Van Der Essen, professeur à l'université de Louvain; Vanderlinden, professeur à l'université de Liège; Van Houtte, professeur à l'université de Gand et l'abbé Prims, archiviste général de la Ville d'Anvers. FRANS VAN KALKEN, "L'enseignement de l'histoire en Belgique...", p. 32.



- Hymne à Yvonne Vieslet, une fillette de dix ans assassinée par un soldat allemand après qu'elle ait voulu offrir un petit pain à un prisonnier français à Marchienne-au-Pont.  
(Photo P. Loodts, tous droits réservés)

vérité historique : “Aimant l’histoire par tradition et ayant horreur de toutes les formes de systématisation ou de ‘catéchisation des esprits’, les Belges condamnent les mauvais manuels, ceux-ci pouvant empoisonner l’esprit de plusieurs générations d’enfants”<sup>181</sup>. Le rapport rappelle à ce titre les circulaires de Camille Huysmans du 10 avril 1926 et du 20 mai 1927 proscrivant ce type de manuel. Il précise que le monde historique belge condamne également les manuels dit “bellicistes” quoique, déclare-t-il sur un ton ingénu, la Belgique ne connaisse pas ce type de manuel : “Nous comprenons qu’il s’agit d’un manuel glorifiant exclusivement les hauts faits militaires. Comme les Belges n’ont jamais pratiqué la guerre d’agression, ce type de manuel est inconnu chez nous”<sup>182</sup>. Une fois ces concessions très prudentes faites à l’esprit international, le rapport enchaîne sur une série de remarques dénotant clairement un sentiment de défiance à l’égard de la vogue pacifiste. Sur les buts de l’enseignement historique en Belgique, le Comité national belge des sciences historiques est formel : il doit premièrement “définir et fixer la notion de patrie”<sup>183</sup>. Se manifeste très clairement ici une opposition aux pédagogues pacifistes et internationalistes qui voudraient diminuer l’influence de l’histoire nationale à l’école primaire. Ce n’est qu’en deuxième lieu seulement, selon le rapport, que l’enseignement de l’histoire a pour but de montrer “l’interdépendance mutuelle des groupements de la famille humaine”<sup>184</sup>. Mais nul besoin pour atteindre cet objectif secondaire de transformer le cours d’histoire de Belgique en un cours d’histoire universelle “tant notre histoire est déjà riche en apports d’autres civilisations”<sup>185</sup>.

La conception ‘historico-pédagogique’ belge est donc à deux étages. Il s’agit d’abord d’enraciner le jeune élève dans l’histoire nationale pour mieux lui faire appréhender ensuite les interactions de cette histoire avec l’histoire internationale. Ce nationalisme tempéré n’est pas neuf en Belgique : Henri Pirenne le développe depuis un certain temps déjà dans son œuvre. Quoique la proximité, avant guerre, des concepts de l’historien belge avec le romantisme national d’un Karl Lamprecht soit établie – les deux historiens se rejoignent sur l’idée de “nation culturelle” existant en dehors de toute structure étatique – la conception de la nation belge a toujours été, en partie à cause de la bipolarité de l’identité belge, beaucoup moins ethno-centrée chez Pirenne que chez son confrère allemand. Pirenne rejette dès avant le conflit les idées de “race belge” ou d’“âme belge”<sup>186</sup>. Et ce caractère modéré dans le nationalisme d’Henri Pirenne va naturellement s’accroître suite au traumatisme de la Grande Guerre.

---

181 *Idem*, p. 33.

182 *Ibidem*.

183 *Idem*, p. 34.

184 *Ibidem*.

185 *Idem*, p. 35.

186 GENEVIÈVE WARLAND, *Les métaphores de la nation chez Henri Pirenne et Karl Lamprecht : entre romantisme et humanisme*. Publication en ligne sur le site des Facultés universitaires Saint-Louis : <http://www.fusl.ac.be/data1/publications/0/675/4298.pdf>, p. 7 et p. 21.

Ainsi immédiatement après le conflit, Pirenne dénonce de façon cinglante dans plusieurs de ses discours le pangermanisme allemand et les historiens qui ont contribué à le diffuser<sup>187</sup>. On pourrait objecter que l'approche défendue par Pirenne après-guerre reste très patriote et continue à faire la part belle à la nation belge. Pirenne considère par exemple que la résistance de la Belgique en 14-18 vient confirmer sa thèse sur l'unité de la nation belge et tailler en pièce la théorie selon laquelle le pays serait juste une construction artificielle de diplomates<sup>188</sup>. Cependant, comme le font remarquer Peter Schöttler ou Geneviève Warland, Pirenne ne défend pas pour autant, comme son ancien correspondant allemand Karl Lamprecht, le concept d'une nation racialement pure et organique, car il estime désormais que cette vision de l'histoire est belligène. La conception défendue par Pirenne de la nation est a contrario syncrétique, humaniste et historique : "Tout peuple est un syncrétisme, et l'originalité de chacun d'eux est faite de la substance de tous les autres. Au fond, la nature humaine est partout la même, et les modalités qu'elle présente de peuple à peuple ne découlent point des génies divers de ces peuples, mais de l'éducation collective qu'ils tiennent de leur histoire"<sup>189</sup>. Pirenne insiste donc d'autant plus sur l'appartenance de la Belgique à l'Occident humaniste et libéral ainsi que sur la construction de la Belgique comme une nation d'entre-deux, dont l'ouverture aux influences de la latinité et de la germanité est une caractéristique essentielle de son identité et fait du pays une part non négligeable de la civilisation internationale<sup>190</sup>.

Est-ce à dire que l'ensemble du monde historique belge manifeste de si bonnes dispositions internationales sur tous les sujets ? En réalité, en s'attaquant à la mémoire des faits de guerre contemporains, les pédagogues pacifistes se sont aventurés sur un terrain dangereux. Avant de rédiger son rapport, Frans Van Kalken a effectué une enquête préalable en Belgique auprès des membres du personnel enseignant. Parmi les réponses reçues, il cite par exemple celle très complète de Monsieur Fraigneux, échevin de l'Instruction publique de la Ville de Liège, qui a fait travailler tous les professeurs d'histoire des écoles de son ressort sur les questions soulevées par l'enquête. Concernant la place que la guerre 14-18 doit occuper au sein du cours d'histoire, ce sondage national révèle en définitive que la majorité des professeurs belges est unanime : il est hors de question de faire preuve d'une "froide sérénité" lorsque le conflit est évoqué<sup>191</sup>. Nous

187 PETER SCHÖTTLER, *op.cit.*, p. 512

188 JO TOLLEBEEK, *op.cit.*, p. 420.

189 HENRI PIRENNE, "Le pangermanisme et la Belgique" in *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1919, p. 355, cité in PETER SCHÖTTLER, "Henri Pirenne face à l'Allemagne de l'après-guerre ou la (re)naissance du comparatisme en histoire" in SERGE JAUMAIN, MICHAËL AMARA, BENOÎT MAJERUS & ANTOON VRINTS (dir.), *op.cit.*, p. 513; GENEVIÈVE WARLAND, *op.cit.*, p. 3.

190 PETER SCHÖTTLER, *op.cit.*, p. 512-513; BRYCE LYON, "Henri Pirenne : Connu or Inconnu ?", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 2003 (81<sup>e</sup> année), p. 1.239.

191 Le professeur de l'ULB cite un des rapports : "Taïre un fait parce qu'il est susceptible de froisser autrui, c'est altérer la vérité, c'est un déni de justice". FRANS VAN KALKEN, "L'enseignement de l'histoire en Belgique...", p. 37.

touchons là au nœud du problème. Et si nous établissons maintenant un parallèle entre cette opinion exprimée dans l'enquête par une partie du corps professoral belge et l'œuvre emblématique d'Henri Pirenne, les positions sont en définitive moins éloignées que le laisserait supposer l'ouverture affichée de l'historien à l'esprit international. Pirenne est certes trop bon historien pour comparer les invasions barbares de la Haute Antiquité à l'invasion de 1914 et ainsi commettre un péché d'anachronisme dans lequel sont tombés tant d'auteurs de manuels. En effet, quelle qu'ait été la vision de Pirenne de l'Allemagne contemporaine après sa déportation, celle-ci n'a guère orienté son œuvre dans un sens anti-allemand. Même les six premiers volumes de son *Histoire de Belgique* sont encore largement écrits après-guerre dans une perspective comparative. En revanche, le septième tome qui concerne l'*Histoire de Belgique de 1830 à 1914* est manifestement écrit dans une perspective nationaliste influencée par son expérience de la guerre. La culpabilité allemande dans le premier conflit mondial y est présentée de façon écrasante<sup>192</sup>. Les raisons de cette différence de traitement nous paraissent claires : le terrain est suffisamment défriché concernant l'histoire ancienne pour ne pas tomber dans une germanophobie dépourvue de sens critique; par contre, la guerre 14-18 est encore trop fraîche dans les esprits et les documents disponibles sont encore trop peu nombreux. La fameuse question de la *Kriegschuldfrage*, aujourd'hui débattue de façon moins passionnée, ne saurait être abordée dans le même esprit par les historiens de l'époque.

D'autres éléments ont peut-être également contribué à crispier la position belge. Rappelons par exemple que quelques années plus tôt, un manuel d'histoire de Belgique de Frans Van Kalken avait été 'pointé du doigt' dans une enquête internationale menée par la dotation Carnegie<sup>193</sup>. Ceci n'est sans doute pas totalement étranger à certains propos vigoureux du professeur bruxellois... : "(...) nous préférierions que l'on supprime tout net l'enseignement historique, plutôt que de devoir organiser une conspiration du silence autour du chapitre le plus intensément belge de notre histoire. Comme, d'autre part, notre volonté de rester objectifs se maintient entière, nous n'admettons pas que ce souci de tout dire puisse nous faire accuser de bellicisme, d'attachement malséant au *spirit of war*"<sup>194</sup>. De même, dans la conclusion de son rapport, Frans Van Kalken, qui avait jusque-là adopté un ton relativement diplomatique, divulgue complètement l'opinion du bureau du Comité national belge des sciences historiques et/ou sa propre opinion, face aux nombreuses tentatives d'intervention internationale dans les manuels scolaires. Il gratifie en effet ces tentatives des termes peu élogieux de "campagnes d'épuration internationales"; en outre, il les juge la plupart du temps illégitimes et inefficaces<sup>195</sup>. Quoi qu'il en soit des opinions personnelles de son auteur, le "rapport Van Kalken"

192 BRYCE LYON, "Henri Pirenne : Connue or Inconnue ?", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 2003 (91<sup>e</sup> année), p. 1.233 et 1.239.

193 FRANS VAN KALKEN, *Histoire de Belgique*, Bruxelles, J. Lebdgue et Cie, 1920.

194 FRANS VAN KALKEN, "L'enseignement de l'histoire en Belgique..." p. 37.

195 *Idem*, p. 40.

semble avoir un certain retentissement en Belgique : échevins de l'Instruction publique, professeurs et universitaires sont en effet mis à contribution pour la constitution du dossier. Il sera d'ailleurs publié et commenté dans la *Revue belge de philologie et d'histoire* juste avant que ne se déroule la CIEH à La Haye <sup>196</sup>.

Ce rapport est à nos yeux un document clef pour la période, car il démontre, alors même que l'internationalisme jouit encore d'une certaine popularité, que nombre d'historiens belges entendent bien résister aux sirènes un peu trop envahissantes à leur goût de la morale internationale dans l'enseignement de leur discipline. Bien entendu, cette prise de position concerne ici le domaine hautement sensible de la transmission aux plus jeunes de la morale patriotique. Et malgré les nombreuses déclarations de bonnes intentions des politiques et des historiens, cette morale n'est pas toujours conciliable avec les canons de l'éthique pacifiste. Des historiens belges comme Henri Pirenne ne dénigrent certes pas les relations scientifiques internationales et les avantages de la méthode comparative, mais ils ne franchissent pas certaines limites. Des concessions sont acquises dans le domaine scientifique relativement à l'histoire ancienne, mais tout reste à faire au niveau pédagogique, qui plus est pour l'histoire récente. Il est vrai que la 'vulgate historique' éprouve généralement beaucoup plus de difficultés à évoluer, les auteurs de manuels ayant la fâcheuse habitude de se recopier les uns les autres.

### **VIII. Conclusion**

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historiographie belge s'est évertuée à prouver cette illusion à la fois romantique et libérale selon laquelle l'État belge était le fruit d'une guerre de libération menée par une nation unique et organique qui aurait ensuite été dirigée par une élite politique représentative. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la commémoration de la 'geste' des soldats belges, accourant des quatre coins du pays pour secouer le joug de la maison d'Orange (1830) et protéger la patrie en danger (1831), est en voie de formalisation en raison de son caractère chaque année plus anachronique <sup>197</sup>, lorsque la guerre 14-18 vient soudain apporter comme une bouffée d'air frais dans la culture patriotique. Si l'on a coutume de dire que le XIX<sup>e</sup> siècle s'achève en 1914, l'héritage mémoriel de ce long siècle n'a pas disparu en Belgique au sortir de la Première Guerre mondiale.

C'est spontanément que les historiens et plus encore les auteurs de manuels investissent alors la mémoire du conflit avec leur grille de lecture romantique héritée du siècle passé. Ainsi, Henri Pirenne distingue dans le premier conflit mondial la confirmation de sa théorie sur l'unité de la nation belge et voit la guerre 14-18 comme une étape supplémentaire vers un syncrétisme harmonieux des deux communautés du pays,

---

<sup>196</sup> FRANTZ QUICKE, "Un rapport belge sur l'enseignement de l'histoire", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 4-6.1932, p. 890-895.

<sup>197</sup> MARNIX BEYEN, "Féconder l'avenir par le passé...", p. 84.



au point de perdre parfois son esprit critique. De leur côté, les auteurs de manuels primaires et les enseignants, baignant dans une atmosphère ultra-patriotique, forgent immédiatement après le conflit une histoire originale, spécifiquement belge. Cette histoire apporte en définitive peu d'éléments informatifs concernant la Première Guerre mondiale aux élèves. Elle les nourrit surtout de "beaux récits relatifs à la guerre 14-18 en Belgique", selon les termes mêmes du programme de 1922<sup>198</sup>. En fait, ces auteurs intègrent dans leurs manuels l'histoire de la "*poor little Belgium*" exaltée par la propagande alliée, récit qui est le plus à même d'émouvoir le cœur des jeunes Belges. Plus encore, les auteurs assimilent cette histoire à une étape quasi nécessaire de la longue tragédie du peuple belge à travers les âges, au point de la comparer à des épisodes plus anciens de l'histoire du pays<sup>199</sup>. Ce dernier acte donnant un sens à l'ensemble de leur épopée à peine achevée, il est somme toute naturel que certains auteurs de manuels répugnent, quelques années plus tard, à réviser cette partie la plus expressive de leur œuvre. N'est-ce pas là trahir ce en quoi ils ont cru ?

Une image du recueil de poèmes de François Mélage, inspecteur dans l'enseignement libre, publié à l'occasion des fêtes du Centenaire, illustre particulièrement bien cet état d'esprit. Elle représente un soldat belge de 14-18 aux côtés d'Ambiorix et d'un preux chevalier du Moyen Âge. Le poème auquel se rapporte l'illustration s'intitule "Ceux qui sont morts" et précise d'entrée de jeu "Ne les oublions pas ! les oublis sont des crimes !" <sup>200</sup>. Au-delà de la continuité historique de la nation belge que l'illustrateur a voulu figurer, le poème apparaît moins à nos yeux comme l'expression d'un nationalisme belge sûr de lui que comme le cri angoissé d'un inspecteur patriote face à l'oubli potentiel des élèves et des enseignants de son ressort. L'historien Frans Van Kalken, dont un des manuels avait été critiqué par l'enquête de la dotation Carnegie en 1923, participe lui aussi, de manière consciente ou inconsciente, à cette logique de commémoration nécessaire. C'est le cas lorsqu'il écrit encore en 1932, malgré les précédents rappels à l'ordre, que la guerre 14-18 et ses horreurs est le chapitre "le plus intensément belge de notre histoire" <sup>201</sup>.

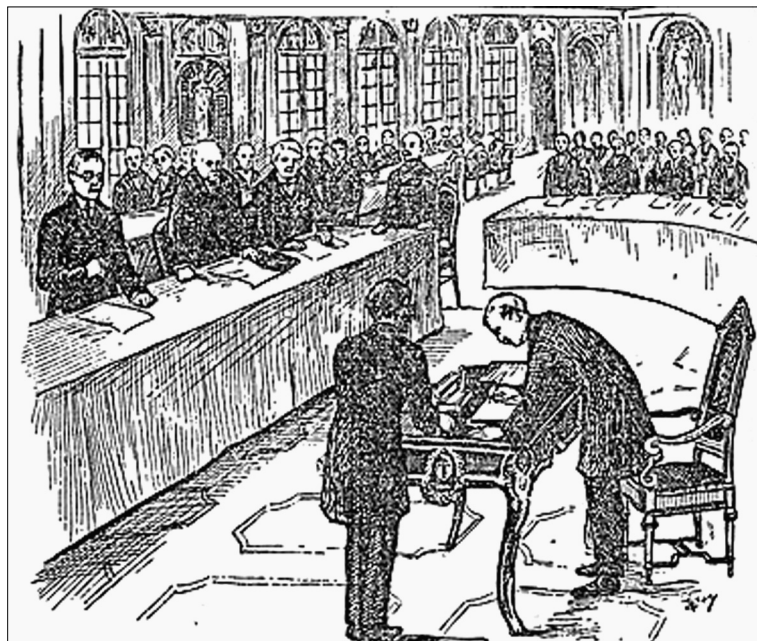
Voilà bien, à côté des brutalités avérées commises par les soldats allemands sur le sol belge, une des causes profondes de certaines réticences belges dans la révision des manuels. Plus on souligne la force, la méchanceté, la brutalité de l'armée allemande, plus on exploite en parallèle le mythe d'une résistance belge surhumaine venant redorer le blason de toute

198 *Règlement et programmes-types des écoles primaires, suivis de la loi organique de l'enseignement primaire*, Namur, A. Wesmael/Charlier, Ministère des sciences et des arts. Administration de l'enseignement primaire, 1922, p. 48.

199 JEAN STENGERS, "Le mythe des dominations étrangères dans l'historiographie belge", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1981( 59<sup>e</sup> année), p. 382-401.

200 FRANÇOIS MÉLAGE, *L'âme belge : poèmes pour le centenaire*, illustrations de Mabin, Carlsbourg, Éditions de la *Revue belge de pédagogie*, 1930, p. 55.

201 FRANS VAN KALKEN, "L'enseignement de l'histoire en Belgique...", p. 37.



• “Le 28 juin 1919, l’orgueilleuse Germanie accepta le traité de Versailles” (p. 328-329).

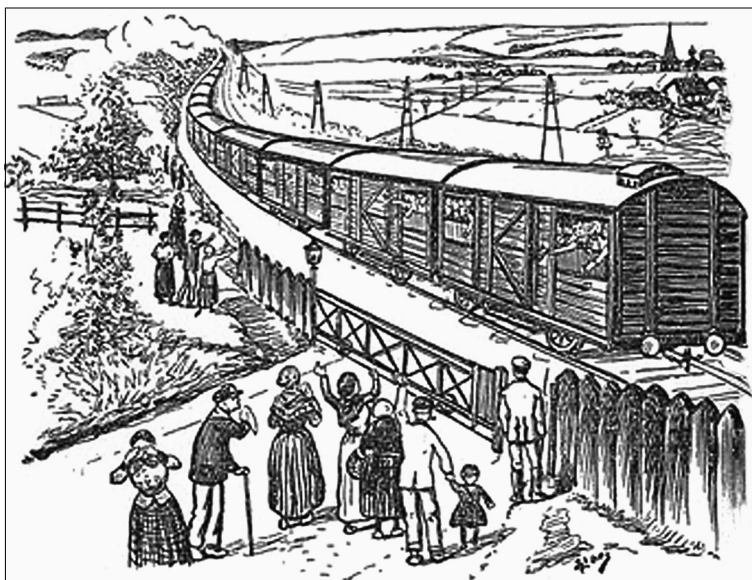
l’histoire de Belgique. Les cruautés allemandes font, à ce titre, intégralement partie de l’identité belge. Cette spécificité belge est parfaitement illustrée par la septième édition du manuel d’Émile Meunier publiée en 1930 qui, il faut bien le reconnaître, est loin d’être totalement ‘neutralisée’ malgré l’action intentée devant la Société des Nations par la commission de coopération intellectuelle allemande.

Au-delà des sentiments personnels des universitaires, des auteurs de manuels ou des enseignants, un autre élément d’ordre purement matériel vient à notre avis involontairement renforcer au sein du système éducatif belge la longévité de la rancune vis-à-vis de l’Allemagne. En effet, si les manuels belges publiés sont progressivement épurés, rien n’indique que toutes les écoles suivent à la lettre les directives du Ministère des sciences et des arts et remplacent immédiatement leurs manuels litigieux, parcimonie budgétaire oblige. Nous savons par exemple que l’édition très revancharde du livre de lecture *Bouquets* d’Alexandre Flament est encore en usage dans certaines écoles en 1940. Nous en avons en effet trouvé un exemplaire ‘révisé’<sup>202</sup> par la Commission de révision des ouvrages classiques instituée par la *Militärverwaltung* au début de l’occupation

202 Les pages ouvertement hostiles à l’Allemagne y ont été déchirées tandis que la couverture porte le cachet de la Commission de révision des ouvrages classiques. ALEXANDRE FLAMENT, *Bouquets...* (KBR : FSL 269 A).



- Exil et déportation : "la Belgique héroïque et martyre" (p. 336 et 338).



(Gravures tirées du manuel d'histoire de Belgique d'ÉMILE MEUNIER, *L'année élémentaire d'histoire de Belgique, à l'usage des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés des écoles primaires. Aperçu intuitif de la vie des Belges à travers les siècles*, 8<sup>e</sup> édition mise au courant des derniers travaux historiques, Tamines, Duculot/Roulin, 1932, p. 328-338)

allemande à la Bibliothèque royale<sup>203</sup>. D'un autre côté, le Ministère encourage les écoles les plus fortunées à léguer aux élèves les manuels utilisés durant leur cursus primaire<sup>204</sup>. Ce manuel d'histoire, édité juste après la Grande Guerre et rempli de récits plus fantastiques les uns que les autres, ne constitue-t-il pas, pour beaucoup de Belges partant au feu en 1940, le seul ouvrage historique de référence pour appréhender le premier conflit mondial, si l'on excepte sans doute l'un ou l'autre livre acquis lors des remises de prix ? Une étude sur l'influence d'une telle littérature sur l'opinion et le moral des soldats belges en mai 1940 serait à notre avis très instructive.

En définitive, l'impact que le mouvement pacifiste a sur l'enseignement belge durant l'Entre-deux-guerres est mesuré, à l'image de la politique culturelle de la Belgique au cours de cette période. Usant des mêmes canaux pédagogiques que la culture patriotique, le mouvement internationaliste parvient durant les années fastes de la Société des Nations à diffuser en Belgique une culture de la "bonne volonté" favorablement accueillie par le gouvernement belge aux côtés d'un patriotisme bon teint toujours présent. Sur le plan de la littérature scolaire, le mouvement pacifiste contribue à éliminer des manuels les préjugés contre l'Allemagne les plus virulents et les plus démonstratifs. À ce titre, nous pouvons dire que la mémoire de la Grande Guerre édulcore progressivement le 'martyre' pour mettre davantage l'accent sur l'"héroïsme". Toutefois, la mauvaise humeur manifestée dans le rapport Van Kalken à l'occasion de la Conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire de 1932 témoigne d'un agacement très clair d'une frange représentative des historiens belges face aux prétentions sur l'enseignement de l'histoire des organisations internationales et des milieux pédagogiques. De même, le mouvement pacifiste ne parvient pas à annihiler complètement le ressentiment à l'égard du voisin d'outre-Rhin qui subsiste chez certains auteurs de manuels belges, surtout au sud du pays. Ceci n'a rien d'étonnant.

L'exode de la population belge en 1940 prouvera d'ailleurs que même vingt années ne seront pas suffisantes pour effacer de la mémoire collective le comportement de l'armée allemande sur le sol belge en 14 et encore moins pour chasser des esprits la version légendaire de ce comportement façonnée par la culture de guerre<sup>205</sup>. À ce sujet, Jacques Willequet, professeur à l'ULB et conseiller historique au Ministère des affaires étrangères, racontait une anecdote étonnante sur sa rencontre avec un diplomate allemand à Bruxelles en 1953. Celui-ci était particulièrement surpris de constater que c'était moins le souvenir de 1940 qu'il devait s'efforcer de faire oublier aux Belges qu'il

203 MICHEL FINCOEUR, *op.cit.*

204 *Règlement et programmes-types des écoles primaires...*, p. 8 (article 18).

205 JOHN HORNE, "L'invasion de 1914 dans la mémoire (France, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne)", in SYLVIE CAUCANAS & RÉMY CAZALS (dir.), *Actes du colloque de Carcassonne : Traces de 1914-1918*, Les Audiois, 1996, p. 124.

rencontrait, que “les mauvais souvenirs de 1914-1918”<sup>206</sup>. Plus sérieusement, sur le plan scientifique, si les historiens allemands et français se rencontreront dès 1935 pour confronter leurs points de vue sur la Grande Guerre, il faudra attendre la réunion de Brunswick en août 1954 pour qu’un accord soit élaboré entre historiens belges et allemands ! Et encore. Cet accord laissait en suspens des questions épineuses comme la violation de la neutralité belge ou le récit des atrocités, chaque partie campant résolument sur ses positions<sup>207</sup>.

---

\* CHRISTOPHE BECHET (°1980) est licencié en histoire et détenteur d’un diplôme d’études approfondies en relations internationales et intégration européenne de l’université de Liège. Il est assistant en histoire contemporaine dans cette même université. Il travaille sur la Première Guerre mondiale, ses préliminaires et ses conséquences dans la société belge. Il poursuit à l’heure actuelle une thèse de doctorat sur la géographie militaire de la Belgique avant la Première Guerre mondiale (1839-1914).

## Abréviations

BIE	: Bureau international d’éducation
CICI	: Commission internationale de coopération intellectuelle
CIEH	: Conférence internationale pour l’enseignement de l’histoire
CISH	: Comité international des sciences historiques
IICI	: Institut international de coopération intellectuelle
KBR	: <i>Koninklijke Bibliotheek</i> – Bibliothèque royale. Cette abréviation est suivie de la cote de conservation du manuel dans cette bibliothèque afin d’éviter toute confusion avec d’autres ouvrages
POB	: Parti ouvrier belge
SDN	: Société des Nations
ULB	: Université libre de Bruxelles
ULG	: Université de Liège
UNESCO	: <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>

---

206 JACQUES WILLEQUET, “Belgique et Allemagne, 1914-1945”, in *Sentiment national en Allemagne et en Belgique (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle)*, colloque des 25 et 26 avril 1963, Bruxelles, Éditions de l’Institut de sociologie de l’ULB, 1964, p. 59.

207 ANDRÉ PUTTEMANS, *L’enseignement de l’histoire et la révision des manuels scolaires en vue d’une meilleure compréhension internationale : la conférence de Brunswick (20 au 25 août 1954)*. Extrait de la revue *Le Flambeau*, 1954 n° 5, p. 561-573 et n° 6, p. 652-678, Bruxelles, Imprimerie des Sciences, 1955.